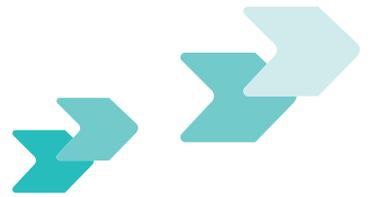




États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016





États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016

1.1	COMPTES CONSOLIDÉS	2
1.1.1	État du résultat consolidé	2
1.1.2	État du résultat global consolidé	3
1.1.3	État de la situation financière consolidée	4
1.1.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés	5
1.1.5	Variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2016	6
1.1.6	Variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2015	6
1.1.7	Notes explicatives	8



1.1 COMPTES CONSOLIDÉS

1.1.1 ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Notes	2016	2015
Produits de l'activité ordinaire	3.1/4.1	1 512 764	1 415 418
Coût du linge, des appareils et des autres consommables		(247 463)	(240 421)
Coûts de traitement		(568 942)	(518 320)
Coûts de distribution		(238 657)	(224 819)
Marge brute		457 702	431 858
Frais de Vente, Généraux et Administratifs		(249 150)	(225 346)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle	3.2	208 552	206 512
Dotation aux amortissements des relations clientèle	4.3	(45 610)	(46 222)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	6.1	0	(14 575)
Autres produits et charges opérationnels	4.4	24 451	(33 432)
Résultat opérationnel		187 392	112 284
Résultat financier	8.2	(55 679)	(170 932)
Résultat avant impôt		131 714	(58 648)
Charge d'impôt	9	(38 054)	929
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		0	0
Résultat net		93 660	(57 719)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		93 669	(58 194)
- participations ne donnant pas le contrôle		(9)	475
Résultat par action/Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	0,82	(0,55)
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	0,82	(0,55)
EBITDA	3.2	467 943	446 108

1.1.2 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Notes	2016	2015
Résultat net		93 660	(57 719)
Gains (pertes) résultant de l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture	8.7	(3 862)	(2 972)
Reclassement de la réserve de couverture en compte de résultat		4 065	6 283
Total variation de la réserve de couverture	8.8	203	3 311
Effets d'impôts		(68)	(1 140)
Réserves de conversion		39 176	(34 010)
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		39 311	(31 839)
Reconnaissance des pertes et gains actuariels en capitaux propres		(2 712)	(3 823)
Effets d'impôt		533	833
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		(2 179)	(2 990)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		37 132	(34 830)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL		130 792	(92 549)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		130 760	(92 469)
- participations ne donnant pas le contrôle		32	(80)

La variation de la réserve de couverture résulte de la variation de la juste valeur des dérivés éligibles à la comptabilité de couverture. L'évolution à la baisse de la courbe des taux *forward* conduit à réduire la juste valeur des dérivés et a ainsi une incidence négative sur la réserve de couverture, sans que l'efficacité des couvertures soit pour autant remise en cause. La juste valeur des dérivés est détaillée à la note 8.8 « Instruments financiers dérivés et opérations de couverture ».

Les réserves de conversion résultent de la conversion, lors de la consolidation, des actifs et des passifs des sociétés du Groupe exprimés en monnaie étrangère tel que décrit à la note 2.3 « Conversion des monnaies étrangères ».

Les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel correspondent à l'incidence du changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation de l'obligation, taux d'augmentation des salaires, taux d'augmentation des retraites et rentabilité attendue des actifs du régime) de l'obligation relative aux régimes à prestations définies.



1.1.3 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Actif

(en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2016 net	31/12/2015 net
Écarts d'acquisition	6.1	1 755 695	1 583 432
Immobilisations incorporelles	6.2	350 877	379 477
Immobilisations corporelles	6.3	896 508	784 204
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		0	0
Actifs disponibles à la vente		85	146
Autres actifs non courants	8.7	4 230	5 757
Actifs d'impôt différé	9	19 414	12 478
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		3 026 809	2 765 494
Stocks	4.5	62 401	52 479
Clients et autres débiteurs	4.2	392 613	356 847
Actifs d'impôt exigibles		6 597	4 099
Autres actifs	4.7	16 972	13 799
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.4	169 578	56 722
Actifs détenus en vue de la vente	6.3	1 146	0
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		649 307	483 946
TOTAL ACTIF		3 676 116	3 249 440

Passif et capitaux propres

(en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Capital émis	10.1	1 140 062	1 140 062
Primes liées au capital	10.2	280 874	320 777
Réserves sur actions propres		(1 582)	(2 175)
Autres réserves		724	724
Résultats accumulés non distribués		(266 976)	(360 754)
Autres composantes des capitaux propres		(6 103)	(44 411)
Capitaux propres - part du Groupe		1 146 999	1 054 223
Participations ne donnant pas le contrôle	2.7	3 954	(338)
CAPITAUX PROPRES		1 150 953	1 053 885
Provisions	7.1	24 247	24 650
Passifs liés aux avantages au personnel	5.3	62 927	59 042
Emprunts et dettes financières	8.5	1 276 797	1 267 421
Passifs d'impôt différés	9	176 845	183 819
Autres passifs non courants	8.7	22 611	38 926
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		1 563 427	1 573 859
Provisions - part à moins d'un an	7.1	4 921	5 766
Dettes d'impôt exigible		3 886	1 906
Fournisseurs et autres créditeurs	4.6	162 554	134 999
Autres passifs	4.7	296 283	243 544
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	8.5	494 092	235 482
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente		0	0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		961 736	621 697
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		3 676 116	3 249 440

1.1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Notes	2016	2015
Flux nets de trésorerie liés à l'activité			
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		93 660	(57 719)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.3	295 338	285 565
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	4.3	(115)	(128)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	6.1	0	14 575
Paiements en actions		4 744	981
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	8.2	994	824
Plus et moins-values de cession		(41 233)	1 229
QP de résultats liée aux sociétés mises en équivalence		0	0
Autres		(986)	(1 478)
Dividendes (titres non consolidés)		(25)	(12)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		352 377	243 836
Coût de l'endettement financier net	8.2	54 635	101 606
Charge d'impôt	9	38 054	(929)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		445 067	344 514
Impôts versés		(47 091)	(17 280)
Variation des stocks	4.5	(6 958)	5 980
Variation des clients et autres débiteurs	4.2	8 872	(17 883)
Variation des autres actifs	4.7	(1 424)	602
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs	4.6	6 595	(14 198)
Variation des autres passifs	4.7	20 023	(7 159)
Variation des autres postes		(244)	(231)
Avantages au personnel		(31)	(455)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ		424 810	293 889
Flux nets de trésorerie liés aux investissements			
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(11 091)	(6 481)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		23	0
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(252 505)	(261 475)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		53 110	8 910
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2.4	(216 336)	(117 107)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		1 007	1 000
Variation des prêts et avances consentis		378	(226)
Dividendes reçus des participations associées		25	12
Subventions d'investissement		95	50
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(425 294)	(375 317)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital		459	689 400
Actions propres		700	(2 175)
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère		(39 871)	(39 881)
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	(5)
Variation de l'endettement ⁽¹⁾		197 651	(490 785)
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts		1 514 807	3 962 527
- Remboursement d'emprunts		(1 317 156)	(4 453 312)
Intérêts financiers nets versés		(50 032)	(76 939)
Autres flux liés aux opérations de financement		(194)	(853)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		108 713	78 762
VARIATION DE TRÉSORERIE		108 228	(2 665)
Trésorerie à l'ouverture		55 825	58 523
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		1 824	(33)
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	8.4	165 877	55 825

(1) Variation nette des lignes de crédit.



1.1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(en milliers d'euros)	Capital émis	Primes liées au capital	Réserves sur actions propres	Autres réserves
Solde au 31 décembre 2015	1 140 062	320 777	(2 175)	724
Augmentations de capital				
Réductions de capital				
Distributions aux actionnaires		(39 902)		
Paievements en actions				
Mouvements sur actions propres			593	
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle				
Acquisitions de filiales - minoritaires				
Autres variations				
Résultat net de la période				
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres				
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL				
Solde au 31 décembre 2016	1 140 062	280 874	(1 582)	724

1.1.6 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	Capital émis	Primes liées au capital	Réserves sur actions propres	Autres réserves
Solde au 31 décembre 2014	497 610	175 853		7 224
Augmentations de capital	658 805	181 789		
Réductions de capital	(16 354)	(3 463)		
Distributions aux actionnaires		(33 402)		(6 500)
Paievements en actions				
Mouvements sur actions propres			(2 175)	
Incidence des variations de périmètre				
Autres variations				
Résultat net de la période				
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres				
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL				
Solde au 31 décembre 2015	1 140 062	320 777	(2 175)	724

Résultats accumulés non distribués	Réserves de couverture	Réserves de conversion	Écarts actuariels	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
(360 754)	(6 543)	(33 344)	(4 524)	1 054 223	(338)	1 053 885
(0)				(0)	459	459
31				(39 871)		(39 871)
4 744				4 744		4 744
				593		593
(4 666)		1 669	(452)	(3 449)	475	(2 974)
(0)					3 326	3 326
(1)				(1)	(0)	(1)
93 669				93 669	(9)	93 660
	135	39 135	(2 179)	37 091	41	37 132
93 669	135	39 135	(2 179)	130 760	32	130 792
(266 976)	(6 408)	7 460	(7 155)	1 146 999	3 954	1 150 953
			(6 103)			

Résultats accumulés non distribués	Réserves de couverture	Réserves de conversion	Écarts actuariels	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
(302 305)	(8 680)	574	(1 999)	368 277	(125)	368 152
				840 594		840 594
(1 410)				(21 227)		(21 227)
21				(39 881)		(39 881)
981				981		981
				(2 175)		(2 175)
166	(34)			132	(132)	
(12)		2		(10)		(10)
(58 194)				(58 194)	475	(57 719)
	2 171	(33 920)	(2 525)	(34 274)	(555)	(34 830)
(58 194)	2 171	(33 920)	(2 525)	(92 468)	(80)	(92 549)
(360 754)	(6 543)	(33 344)	(4 524)	1 054 223	(338)	1 053 885
			(44 411)			



1.1.7 NOTES EXPLICATIVES

Le groupe Elis est un leader de la location et de l'entretien de textiles et des services d'hygiène en Europe continentale et en Amérique latine. Elis est une société de droit français, cotée sur le marché Euronext à Paris, dont le siège social est situé au 5, boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France.

Les présents comptes consolidés IFRS relatifs à l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le directoire le 14 mars 2017 et ont fait l'objet d'un examen par le comité d'audit du 10 mars 2017 et par le conseil de surveillance du 14 mars 2017.

Note 1	Principes comptables	9
Note 2	Périmètre de consolidation	14
Note 3	Information sectorielle et faits caractéristiques de l'exercice	21
Note 4	Données opérationnelles	24
Note 5	Charges et avantages du personnel	29
Note 6	Immobilisations incorporelles et corporelles	35
Note 7	Provisions et passifs éventuels	42
Note 8	Financement et instruments financiers	44
Note 9	Impôts sur les résultats	58
Note 10	Capitaux propres et résultat par action	60
Note 11	Informations relatives aux parties liées	61
Note 12	Événements postérieurs à la date de clôture	67
Note 13	Honoraires des Commissaires aux comptes	67

Note 1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 BASE DE PRÉPARATION

Les comptes consolidés du groupe Elis comprennent les comptes de la société Elis et de ses filiales. Le groupe Elis désigne la société Elis, société mère du groupe Elis et les sociétés du périmètre de consolidation (cf. note 2 « Périmètre de consolidation »).

Les comptes consolidés sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui sont évalués à la juste valeur. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

1.2 RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2016 et disponibles sur le site : <http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/>.

Les principes comptables retenus sont identiques avec ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 à l'exception de l'adoption des normes, amendements et interprétations suivants applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 :

- amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement »,
- amendements à IAS 27 « Méthode de la mise en équivalence dans les comptes individuels »,
- amendements à IAS 1 « Initiative Informations à fournir »,
- améliorations des IFRS 2012-2014,
- amendement à IAS 16 et IAS 38 « Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables »,
- amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des coentreprises »,
- amendements à IAS 19R « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel »,
- améliorations des IFRS 2010-2012 ;

Ces nouveaux textes n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés d'Elis. Par ailleurs, le Groupe n'a pas anticipé les normes, amendements ou interprétations dont l'application n'est pas obligatoire.

Enfin, les normes et amendements publiés mais non encore adoptés par l'Union européenne ou dont la date d'application est postérieure à la date de clôture des présents états financiers sont :

- pour les exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2017 :
 - amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » ;

Le Groupe ne s'attend pas à une incidence significative de ces amendements sur ses comptes consolidés.

- amendements à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;

Pour satisfaire aux nouvelles notes annexes requises, le Groupe a l'intention de présenter dans les notes explicatives aux états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017 une réconciliation entre la dette financière d'ouverture et de clôture avec flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

- pour les exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2018 :

- IFRS 9 « Instruments financiers »,
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »,
- amendements « Clarification d'IFRS 15 »,
- amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » ;

Les diagnostics relatifs à l'impact de ces nouveaux textes sont en cours. À ce stade, le Groupe n'anticipe pas d'impact matériel résultant de la première application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». La première application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » devrait se traduire par une diminution des capitaux propres du fait du nouveau modèle de dépréciation des créances clients qu'elle définit.

- pour les exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS 16 « Contrats de location » ;

Les travaux préliminaires sur l'incidence de cette norme sont en cours.

Le Groupe n'a pas l'intention d'appliquer ces textes par anticipation avant leur entrée en vigueur obligatoire dans l'Union européenne.



1.3 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DÉTERMINANTS

Pour établir ses comptes consolidés, le groupe Elis doit procéder à des estimations et retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Elis revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte

l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée

Le Groupe soumet les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée (marques) à un test annuel de dépréciation, conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ». Les montants recouvrables des unités génératrices de trésorerie ont été déterminés à partir de calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations. Ces estimations ainsi qu'une analyse de sensibilité des hypothèses sont présentées, pour les écarts d'acquisition, à la note 6.1 « Écarts d'acquisition ».

hypothèses. Le taux d'actualisation compte parmi les hypothèses retenues pour le calcul du coût net des retraites. Toute modification de ces hypothèses a une incidence sur la valeur comptable des obligations liées aux avantages au personnel.

Le Groupe détermine le taux d'actualisation approprié à chaque clôture. Il s'agit du taux d'intérêt qui doit être utilisé pour calculer la valeur actualisée des sorties futures de trésorerie nécessaires pour s'acquitter des obligations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, le Groupe prend en compte les taux d'intérêt d'emprunts d'entreprises de première catégorie (Iboxx Corporate AA 10+ pour la France) qui sont libellés dans la monnaie de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation concernée.

Passifs liés aux avantages au personnel

La valeur actualisée des obligations liées aux avantages au personnel est issue d'un calcul actuariel fondé sur différentes

La note 5.3 « Passifs liés aux avantages au personnel » donne de plus amples informations à ce propos.

Jugements déterminants lors de l'application des méthodes comptables

Comptabilisation des actifs relatifs à la location-entretien

Les contrats de location-entretien ont été analysés comme ne transférant pas au preneur, en substance, la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des articles concernés (linge, appareils...) faisant l'objet de ces contrats de prestations de services. Les articles faisant l'objet d'un contrat de location-entretien sont dès lors comptabilisés en immobilisations.

Classement comptable de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

Selon l'analyse du Groupe, la CVAE répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 « Impôts dus sur la base des bénéfices imposables ». Le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE est donc présenté sur la ligne « Charge d'impôt ».

1.4 CHANGEMENTS COMPTABLES ET RETRAITEMENTS DES INFORMATIONS FINANCIÈRES DES EXERCICES ANTÉRIEURS

La norme IFRS 3 impose de retraiter rétrospectivement les périodes antérieurement publiées dans les cas de regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente).

En lien avec les ajustements relatifs aux prises de contrôle de l'exercice 2015, le montant de l'écart d'acquisition a été modifié à hauteur de (5 909) milliers d'euros par rapport au montant présenté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015 publiés pour les besoins du document de référence.

(en milliers d'euros)	2015 publié	IFRS 3	2015 retraité
Produits de l'activité ordinaire	1 415 418		1 415 418
Coût du linge, des appareils et des autres consommables	(240 048)	(373)	(240 421)
Coûts de traitement	(518 275)	(45)	(518 320)
Coûts de distribution	(224 819)		(224 819)
Marge brute	432 276	(418)	431 858
Frais de Vente, Généraux et Administratifs	(225 346)		(225 346)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle	206 930	(418)	206 512
Dotation aux amortissements des relations clientèle	(45 584)	(638)	(46 222)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	(14 575)		(14 575)
Autres produits et charges opérationnels	(33 413)	(19)	(33 432)
Résultat opérationnel	113 359	(1 076)	112 284
Résultat financier	(170 932)		(170 932)
Résultat avant impôt	(57 573)	(1 076)	(58 648)
Charge d'impôt	435	494	929
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0		0
RÉSULTAT NET	(57 138)	(582)	(57 719)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère	(57 613)	(582)	(58 194)
- participations ne donnant pas le contrôle	475		475
Résultat par action/Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	(0,54)		(0,55)
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	(0,54)		(0,55)
EBITDA	446 108	0	446 108

(en milliers d'euros)	31/12/2015 publié	IFRS 3	31/12/2015 retraité
Écarts d'acquisition	1 589 340	(5 909)	1 583 432
Immobilisations incorporelles	368 778	10 699	379 477
Immobilisations corporelles	774 923	9 281	784 204
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0	0	0
Actifs disponibles à la vente	146	0	146
Autres actifs non courants	6 270	(512)	5 757
Actifs d'impôt différé	12 118	360	12 478
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 751 575	13 919	2 765 494
Stocks	52 547	(68)	52 479
Clients et autres débiteurs	358 341	(1 494)	356 847
Actifs d'impôt exigibles	4 099	0	4 099
Autres actifs	12 780	1 019	13 799
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 594	128	56 722
Actifs détenus en vue de la vente	0	0	0
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	484 361	(415)	483 946
TOTAL ACTIF	3 235 936	13 504	3 249 440



<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2015 publié	IFRS 3	31/12/2015 retraité
Capital émis	1 140 062	0	1 140 062
Primes liées au capital	320 777	0	320 777
Réserves sur actions propres	(2 175)	0	(2 175)
Autres réserves	724	0	724
Résultats accumulés non distribués	(360 161)	(593)	(360 754)
Autres composantes des capitaux propres	(44 422)	11	(44 411)
Capitaux propres - part du Groupe	1 054 804	(582)	1 054 223
Participations ne donnant pas le contrôle	(338)	0	(338)
CAPITAUX PROPRES	1 054 466	(582)	1 053 885
Provisions	22 918	1 732	24 650
Passifs liés aux avantages au personnel	58 259	783	59 042
Emprunts et dettes financières	1 267 386	35	1 267 421
Passifs d'impôt différés	182 131	1 689	183 819
Autres passifs non courants	39 639	(713)	38 926
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	1 570 332	3 526	1 573 859
Provisions - part à moins d'un an	5 766	0	5 766
Dettes d'impôt exigible	1 848	58	1 906
Fournisseurs et autres créditeurs	135 059	(60)	134 999
Autres passifs	232 546	10 998	243 544
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	235 919	(437)	235 482
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	0	0	0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	611 138	10 559	621 697
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	3 235 936	13 504	3 249 440

(en milliers d'euros)	2015 publié	IFRS 3	2015 retraité
Flux nets de trésorerie liés à l'activité			
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	(57 138)	(582)	(57 719)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	284 508	1 057	285 565
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	(128)		(128)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	14 575		14 575
Paievements en actions	981		981
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	824		824
Plus et moins-values de cession	1 229		1 229
QP de résultats liée aux sociétés mises en équivalence	0		0
Autres	(1 478)		(1 478)
Dividendes (titres non consolidés)	(12)		(12)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT			
	243 361	475	243 836
Coût de l'endettement financier net	101 606		101 606
Charge d'impôt	(435)	(494)	(929)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT			
	344 532	(19)	344 514
Impôts versés	(17 280)		(17 280)
Variation des stocks	5 980		5 980
Variation des clients et autres débiteurs	(17 883)		(17 883)
Variation des autres actifs	602		602
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs	(14 198)		(14 198)
Variation des autres passifs	(7 159)		(7 159)
Variation des autres postes	(231)		(231)
Avantages au personnel	(455)		(455)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ			
	293 908	(19)	293 889
Flux nets de trésorerie liés aux investissements			
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(6 481)		(6 481)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles	0		0
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(261 475)		(261 475)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	8 910		8 910
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(117 253)	147	(117 107)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	1 000		1 000
Variation des prêts et avances consentis	(226)		(226)
Dividendes reçus des participations associées	12		12
Subventions d'investissement	50		50
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
	(375 463)	147	(375 317)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital	689 400		689 400
Actions propres	(2 175)		(2 175)
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère	(39 881)		(39 881)
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(5)		(5)
Variation de l'endettement ^(a)	(490 785)		(490 785)
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts	3 962 527		3 962 527
- Remboursement d'emprunts	(4 453 312)		(4 453 312)
Intérêts financiers nets versés	(76 939)		(76 939)
Autres flux liés aux opérations de financement	(853)		(853)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
	78 762	0	78 762
VARIATION DE TRÉSORERIE			
	(2 793)	128	(2 665)
Trésorerie à l'ouverture	58 523		58 523
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie	(33)		(33)
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE			
	55 697	128	55 825

(a) Variation nette des lignes de crédit



Note 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées en intégration globale

Le contrôle est obtenu lorsque le Groupe est exposé, ou qu'il a des droits à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entreprise détenue et qu'il a la capacité d'influer sur les rendements grâce à son pouvoir sur l'entité. Plus précisément, le Groupe contrôle une entreprise détenue si, et seulement si, le Groupe :

- détient le pouvoir sur l'entité (c'est-à-dire, les droits existants qui lui donnent la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de l'entité) ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entreprise détenue ;
- a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité de manière à influencer ses rendements.

En général, il existe une présomption que la majorité des droits de vote donne le contrôle.

Le Groupe réévalue si oui ou non il contrôle une entité si les faits et circonstances indiquent qu'il y a des changements au niveau d'un ou plusieurs des trois éléments de contrôle.

La consolidation d'une filiale commence lorsque le Groupe obtient le contrôle de celle-ci et cesse lorsque le Groupe perd le contrôle

de la filiale. Les actifs, passifs, produits et charges d'une filiale acquise ou cédée au cours de l'année sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date de la prise de contrôle par le Groupe jusqu'à la date à laquelle le Groupe cesse de contrôler la filiale.

Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux propriétaires de la société mère du Groupe d'actions et aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

Si nécessaire, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables soient en conformité avec les principes comptables du Groupe. Tous les actifs intra-groupes et passifs, produits, charges et flux de trésorerie liés aux transactions entre les membres du Groupe sont éliminés en consolidation.

Si le Groupe perd le contrôle d'une filiale, il décomptabilise les actifs connexes (y compris l'écart d'acquisition), le passif, les participations ne donnant pas le contrôle et les autres composantes des capitaux propres tandis que tout gain ou perte résultant est comptabilisé en résultat.

Sociétés associées et coentreprises

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les décisions financières et opérationnelles, sans toutefois en exercer le contrôle, et les coentreprises sont prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence.

2.2 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Regroupements d'entreprises à compter du 1^{er} juillet 2009

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur. Par ailleurs, pour chaque regroupement d'entreprise, le Groupe évalue toute participation ne donnant pas le contrôle détenue dans l'entreprise acquise, soit à la juste valeur soit à la part proportionnelle du Groupe dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges (voir note 4.4 « Autres produits et charges opérationnels »).

À la date d'acquisition, le Groupe comptabilise un écart d'acquisition évalué comme la différence entre la contrepartie transférée auquel s'ajoute le montant d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et le solde net des actifs identifiables et des passifs repris.

Dans le cas d'une acquisition par étapes conduisant à une prise de contrôle, le Groupe réévalue la participation antérieurement détenue à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilise l'éventuel profit ou perte en résultat.

Regroupements d'entreprises antérieurs au 30 juin 2009

Les divergences comptables s'appliquant à ces regroupements d'entreprises sont les suivantes :

- les frais de transaction directement attribuables à l'acquisition ont été inclus dans le coût de l'acquisition ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (auparavant qualifiées « intérêts minoritaires ») étaient évaluées comme la quote-part de l'actif net acquis ;
- les acquisitions par étapes étaient traitées de manière séparée et n'affectaient pas l'écart d'acquisition ultérieurement reconnu.

2.3 CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Dans les sociétés du Groupe, les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie de fonctionnement au cours de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont inscrites au compte de résultat à l'exception de tous les éléments monétaires qui font partie de l'investissement net dans une activité à l'étranger. Ces écarts de change sont comptabilisés directement en capitaux propres jusqu'à la cession

de l'investissement net, date à laquelle ces derniers sont reconnus dans le compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et passifs des sociétés du Groupe exprimés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change à la date de clôture. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de change sont comptabilisées directement en capitaux propres et présentées dans une colonne spécifique (« Réserves de conversion »).

2.4 ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Acquisitions de l'exercice 2016

Le Groupe a procédé aux investissements suivants au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

En Allemagne

Le Groupe a fait l'acquisition :

- le 7 janvier 2016, de deux blanchisseries à Wismar et à Stralsund, employant 340 personnes. Réalisant ensemble 16,1 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2016, l'usine de Wismar sert autant de clients de l'hôtellerie-restauration que de la santé, tandis que celle de Stralsund, située sur le littoral de la mer Baltique, a une majorité de clients hôteliers.
- le 8 décembre 2016, de Puschendorf Textilservice, qui est une entreprise familiale disposant de 5 blanchisseries en Allemagne, qui réalise en 2016 un chiffre d'affaires de 40,2 millions d'euros. Avec cette opération, Elis renforce ses positions dans des *Länder* allemands où le Groupe est pour le moment peu présent, notamment sur un axe reliant la Basse-Saxe (Hanovre, Wolfsburg), la Saxe-Anhalt (Magdebourg) et la Saxe (Leipzig). Puschendorf est, dans ces régions, le leader incontesté sur le marché de la santé (hôpitaux et maisons de retraite) et a notamment mis en place un système innovant de traçabilité pour le linge plat. Elis, dispose désormais de 16 blanchisseries dans le pays.

Au Brésil

Le Groupe a fait l'acquisition :

- le 15 juin 2016 de la société Uniforme Lavanderia e Locação Eireli opérant une blanchisserie à Camaçari servant principalement l'industrie dans la région de Bahia (chiffre

d'affaires de 0,3 million d'euros) et employant environ 26 salariés,

- le 1^{er} octobre 2016 des sociétés Prontlav Lavanderia et Toalshão locação e higienização e Higienização de Enxoval, opérant une blanchisserie à Fortaleza (État du Ceará), sur le marché de la santé (hopitaux et cliniques), avec un chiffre d'affaires de 2,0 millions d'euros en 2016 et employant 80 salariés. Cette acquisition renforce la position d'Elis dans cet État du nord-est du pays.

En Colombie

Elis a finalisé en date du 27 décembre 2016, l'acquisition de Servicios Industriales de Lavado SIL en Colombie et entre ainsi dans un troisième pays de l'Amérique latine, après le Brésil et le Chili. Elis rachète 100 % des titres de SIL à son propriétaire, qui continuera d'accompagner le Groupe dans son développement en Colombie, avec l'objectif affiché de rapidement devenir le numéro un du marché. L'entreprise, qui exploite deux blanchisseries à Bogota et à Cali, sert essentiellement des acteurs privés du secteur de la santé. Le chiffre d'affaires total de SIL en 2016 est de 11 milliards de pesos colombiens soit environ 3,5 millions d'euros.

En Espagne

Elis Manomatic a procédé :

- le 2 juin 2016, à l'acquisition des actifs de la société Servicios Hosteleros Textil Rent, en liquidation, opérant une blanchisserie à Almansa (Albacete) servant principalement l'hôtellerie-restauration dans la région de Valence, Alicante et Murcia (chiffre d'affaires d'environ 1,5 million d'euros) et employant environ 40 salariés.



- le 21 décembre 2016, à l'acquisition de Compañía Navarra de Servicios Integrales SL (« Indusal ») en Espagne. Elis devient à cette occasion le leader du secteur en Espagne. Société familiale fondée en 1981, Indusal est le deuxième acteur du secteur en Espagne (légèrement devant Elis). Indusal intervient sur le secteur de location textile et de blanchisserie et est positionné sur les segments de l'hôtellerie/restauration, de la santé et de l'industrie. Indusal dispose de 24 sites de production et a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 90,0 millions d'euros.

En France

Le 1^{er} avril 2016, le Groupe a acquis la société BMF, basée à Yerres (91). Avec un effectif de 16 collaborateurs, BMF a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires total de 1,2 million d'euros sur le marché de la désinsectisation, la dératisation et la désinfection.

Le 14 novembre 2016, Elis a acquis la société Hygiène Technique et Protection de l'Environnement, basée à Bobigny (93). Avec un effectif de près de 40 collaborateurs, HTPÉ réalise un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros sur le marché de la désinsectisation, dératisation, désinfection. Ses clients sont principalement des collectivités locales, des mairies et des bailleurs sociaux.

Ces acquisitions permettent à Elis de renforcer sa présence sur le marché 3D en Île-de-France.

Par ailleurs, le Groupe détient désormais la totalité des parts de la SCI Maine Beauséjour, propriétaire des bâtiments du centre de Limoges (87).

En Suisse

Le 9 juin 2016, le Groupe a fait l'acquisition de On My Way, start-up suisse offrant des solutions pressing innovantes aux particuliers (www.on-my-way.ch). On My Way propose aux particuliers un service de nettoyage, en récupérant leur linge dans des points de collecte placés sur leurs trajets quotidiens (stations-service, supermarchés) ainsi qu'au sein de leurs entreprises. Cette activité constitue le prolongement naturel des services du Groupe.

Début juillet, le Groupe a réalisé deux acquisitions :

- Hygienis SA, spécialisée sur le marché de la dératisation, la désinfection et la désinsectisation (Prévention 3D). Hygienis réalise en 2016 un chiffre d'affaires de 2,3 millions de francs suisses et emploie 12 personnes ;
- Wäscherei Mariano, une blanchisserie proche de Zürich servant principalement des clients du secteur de la restauration. La société emploie 45 personnes et a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires annuel de 7,3 millions de francs suisses. Cette opération permet à Elis de renforcer sa couverture dans le canton de Zürich, premier marché hôtelier du pays. Le Groupe dispose désormais de 18 sites de productions sur ce territoire ce qui constitue un réseau inégalé pour traiter les clients historiques de l'hôtellerie et de la santé, mais aussi de l'industrie avec l'offre de vêtements professionnels.

Principales données sur ces transactions

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition	dont France	dont Allemagne	dont Espagne	dont Suisse	dont Brésil	dont Colombie
Bilan							
Immobilisations incorporelles	8 432	830	752	173	6 674	0	2
Immobilisations corporelles	107 959	1 805	37 639	66 412	648	746	708
Actifs disponibles à la vente	8	0	8	0	0	0	0
Autres actifs non courants	366	0	4	339	24	0	0
Actifs d'impôt différé	6 872	0	536	6 336	0	0	0
Stocks	1 895	11	500	1 063	163	9	148
Clients et autres débiteurs	37 101	1 546	5 359	26 913	1 522	904	857
Actifs d'impôt exigibles	818	25	50	743	0	0	0
Autres actifs	663	13	310	251	70	0	20
Trésorerie et équivalents	12 973	1 042	1 008	6 317	4 399	194	13
Provisions	(67)	(67)	0	0	0	0	0
Passifs liés aux avantages au personnel	(38)	(11)	(27)	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières	(12 974)	(6)	(10 743)	(2 042)	(128)	(54)	0
Passifs d'impôt différés	(3 998)	(284)	(2 257)	0	(1 457)	0	0
Autres passifs non courants	(4 423)	(535)	(3 320)	(568)	0	0	0
Provisions - part à moins d'un an	(46)	(26)	(20)	0	0	0	0
Dettes d'impôt exigible	(101)	49	(118)	0	57	(55)	(35)
Fournisseurs et autres créiteurs	(20 657)	(637)	(4 317)	(15 117)	(163)	(70)	(353)
Autres passifs	(12 225)	(590)	(5 855)	(4 271)	(625)	(744)	(140)
Concours bancaires courants et part des emprunts <1 an	(51 579)	0	(9 317)	(42 109)	(143)	(9)	(0)
TOTAL DES ACTIFS ET PASSIFS IDENTIFIÉS À LA JUSTE VALEUR	70 979	3 165	10 190	44 442	11 040	922	1 220
Participations ne donnant pas le contrôle ^(a)	(5 146)	0	0	(3 326)	(1 820)	0	0
Écart d'acquisition	148 583	5 103	31 478	95 681	10 435	3 123	2 762
PRIX D'ACQUISITION	214 416	8 268	41 669	136 796	19 656	4 045	3 982

(a) Suisse : à la juste valeur/Espagne : quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACQUISITIONS

(en milliers d'euros)	31/12/2016	dont France	dont Allemagne	dont Espagne	dont Suisse	dont Brésil	dont Colombie
Trésorerie nette acquise avec les filiales	6 481	1 042	(5 474)	6 317	4 389	194	13
Montant versé	(222 817)	(7 543)	(41 332)	(136 093)	(22 309)	(12 692)	(2 848)
FLUX NET DE TRÉSORERIE	(216 336)	(6 501)	(46 806)	(129 776)	(17 920)	(12 498)	(2 835)

Au 31 décembre 2016, compte tenu des récentes acquisitions faites au second semestre, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises est inachevée et les montants ci-dessus sont donc déterminés à titre provisoire.



Depuis leur acquisition, les sociétés acquises ont contribué pour 27,3 millions d'euros au chiffre d'affaires, pour 7,1 millions d'euros à l'EBITDA et pour 3,5 millions d'euros au résultat opérationnel (avant amortissement des relations clientèle). Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'année, le chiffre d'affaires additionnel aurait été de 141,7 millions d'euros, l'EBITDA additionnel de 33,8 millions d'euros et le résultat opérationnel complémentaire

Acquisitions de l'exercice 2015

Le Groupe a procédé aux investissements suivants au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

En Allemagne

Le Groupe a fait l'acquisition :

- le 7 janvier 2015 de la société Kress Textilpflege qui exploite un centre de production dans la région de Munich. La société a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros et est présente auprès de clients du segment de l'Hôtellerie-Restaurant ;
- le 31 mars 2015 de la société Zischka Textilpflege opérant deux blanchisseries dans la région de Francfort et réalisant un chiffre d'affaires annuel de 10 millions d'euros. Cette nouvelle acquisition, permet à Elis de disposer d'un réseau de neuf blanchisseries couvrant tout le territoire, et en particulier l'axe Stuttgart-Essen.

Au Brésil

Le Groupe a fait l'acquisition le 1^{er} juillet 2015 de la blanchisserie Teclav à Fortaleza (État de Ceara) et de la société AJS Industria e Comercio de Confecoos, sur la côte Nord Est du pays. Teclav propose des solutions de location-entretien aux principaux hôpitaux de la région. Cette société réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 10 millions d'euros et emploie environ 400 salariés. Cette acquisition a permis à Elis d'étendre ses opérations au Brésil, et de rentrer dans une nouvelle région où les prix de marché sont favorables.

Elis a poursuivi sa politique d'acquisitions ciblées en décembre 2015 avec quatre nouvelles opérations pour :

- renforcer sa position de leader sur le marché de la santé à São Paulo avec l'acquisition de Martins e Lococo et à Fortaleza (État du Ceará), avec l'acquisition de Multilav ;
- se différencier sur le marché de l'Ultra-Propre avec MPW à Piracicaba (État de São Paulo) ;
- se développer sur de nouveaux territoires avec LavES à Vitória (État de Espírito Santo), leader sur le marché hospitalier.

Ces acquisitions ont représenté un chiffre d'affaires annuel 2015 d'environ 13 millions d'euros (sur la base du taux de change du real brésilien au 31 décembre 2015).

Au Chili

Le Groupe a finalisé le 30 septembre 2015 l'acquisition de Albia, le leader du marché chilien avec environ 25 % de part de marché, qui exploite huit blanchisseries à travers le pays qui servent principalement des clients du secteur de la Santé, de l'Hôtellerie et de l'Industrie minière. Ce réseau national couvre les plus grandes villes chiliennes, dont Santiago et Valparaiso. Le chiffre d'affaires en année pleine de Albia est de 15 milliards de pesos

(avant amortissement des relations clientèle) de 10,4 millions d'euros.

Écarts d'acquisition résiduels

Les écarts d'acquisition résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

chilien, soit 20 millions d'euros. Après être devenu numéro un au Brésil en 2014 avec l'acquisition de Atmosfera, le Groupe devient donc numéro un dans un nouveau marché d'Amérique latine.

En Espagne

Elis Manomatic a acquis le 31 mars 2015 le groupe Lavalvia, quatrième acteur du marché, opérant deux blanchisseries à Alicante et aux Baléares servant principalement des hôtels et réalisant un chiffre d'affaires annuel de plus de 10 millions d'euros. Cette opération permet à Elis de disposer d'une usine dans la région très touristique de la Costa Blanca. L'autre site acquis, aux Baléares, donne à Elis une bonne part de marché sur l'archipel.

En France

Le Groupe a fait l'acquisition le 1^{er} avril 2015 du fonds de commerce Hytop Service spécialisé en hygiène et bien-être servant des commerces et services en région parisienne (chiffre d'affaires annuel d'environ 1,6 million d'euros). Cette acquisition permet d'optimiser encore davantage les opérations régionales du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a poursuivi son développement dans le domaine des services de dératisation, désinsectisation et désinfection avec :

- l'acquisition le 31 juillet 2015 de la société Hygiène Contrôle Île-de-France (1,5 million d'euros de chiffre d'affaires annuel) ;
- l'acquisition le 1^{er} novembre 2015 du fonds de commerce Traitements Service Plus à Avignon (0,4 million d'euros de chiffre d'affaires annuel).

De plus, l'acquisition de la société Blanchisserie Professionnelle d'Aquitaine le 1^{er} avril 2015, opérant une blanchisserie servant principalement l'hôtellerie-restauration en Gironde (chiffre d'affaires de 3,3 millions d'euros en 2014) suivie de l'acquisition le 30 novembre 2015 du fonds de commerce de la Blanchisserie Le Grand Blanc (0,9 million d'euros de chiffre d'affaires annuel) servant le même marché à Bordeaux renforce le portefeuille de clients dans le Sud-Ouest de la France.

En Suisse

InoTex a fait l'acquisition le 1^{er} avril 2015 du groupe Wäscheria Textil Service opérant trois blanchisseries dans le canton des Grisons et le canton de Saint-Gall, qui servent principalement des hôtels. Cette opération permet au Groupe de compléter sa couverture géographique du pays, notamment dans les Grisons, le deuxième canton le plus touristique de Suisse. Le groupe Wäscheria a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires d'environ 12 millions d'euros.

Le Groupe a fait l'acquisition le 9 juillet 2015 de la société Prohotel, une blanchisserie proche de l'aéroport de Zürich servant principalement des clients hôteliers. La société emploie 70 personnes

et a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires annuel d'environ 8 millions d'euros. Cette opération permet à Elis de renforcer sa couverture dans le canton de Zürich, premier marché hôtelier du pays.

Le Groupe dispose désormais de quinze blanchisseries en Suisse, ce qui constitue un réseau inégalé pour traiter les clients historiques de l'hôtellerie et de la santé, mais aussi de l'industrie avec l'offre de vêtements professionnels.

Principales données sur ces transactions

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition	dont France	dont Allemagne	dont Espagne	dont Suisse	dont Brésil	dont Chili
Bilan							
Immobilisations incorporelles	21 712	1 130	4 702	504	3 916	8 971	2 488
Immobilisations corporelles	69 418	4 121	9 279	9 159	20 684	15 995	10 180
Actifs disponibles à la vente	3	3	0	0	0	(0)	0
Autres actifs non courants	(447)	20	0	0	0	(512)	45
Actifs d'impôt différé	740	0	0	0	0	319	421
Stocks	1 034	163	45	142	46	342	296
Clients et autres débiteurs	18 595	823	1 878	1 367	4 459	5 369	4 698
Actifs d'impôt exigibles	342	0	3	33	0	0	305
Autres actifs	1 472	69	5	0	173	1 054	171
Trésorerie et équivalents	4 065	738	255	530	1 298	1 055	189
Provisions	(1 732)	0	(820)	(40)	(41)	(268)	(563)
Passifs liés aux avantages au personnel	(4 345)	(42)	0	0	(4 303)	0	0
Emprunts et dettes financières	(11 388)	(2 018)	0	(2 481)	(2 664)	(2 268)	(1 957)
Passifs d'impôt différés	(4 321)	(465)	(1 128)	0	(1 509)	0	(1 218)
Autres passifs non courants	656	0	0	0	0	713	(57)
Provisions - part à moins d'un an	(511)	0	0	0	0	0	(511)
Dettes d'impôt exigible	(1 256)	53	(191)	(76)	0	(418)	(624)
Fournisseurs et autres créditeurs	(9 347)	(298)	(750)	(2 145)	(4 032)	(1 290)	(831)
Autres passifs	(9 942)	(1 211)	(1 335)	(774)	(1 224)	(4 135)	(1 265)
Concours bancaires courants et part des emprunts <1 an	(8 658)	(1 025)	(2 240)	(1 182)	301	(1 935)	(2 577)
TOTAL DES ACTIFS ET PASSIFS IDENTIFIÉS À LA JUSTE VALEUR	66 090	2 061	9 704	5 038	17 103	22 994	9 189
Participations ne donnant pas le contrôle ^(a)	(125)	(125)	0	0	(0)	0	0
Écart d'acquisition	87 759	7 283	14 418	3 418	9 533	48 863	4 243
PRIX D'ACQUISITION	153 724	9 220	24 122	8 456	26 636	71 857	13 432

(a) France : à la juste valeur/Suisse : quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis



■ FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACQUISITIONS

(en milliers d'euros)	31/12/2015	dont France	dont Allemagne	dont Espagne	dont Suisse	dont Brésil	dont Chili
Trésorerie nette acquise avec les filiales	3 641	757	(207)	530	1 298	1 075	189
Montant versé	(120 748)	(8 773)	(24 122)	(9 249)	(28 712)	(36 270)	(13 623)
FLUX NET DE TRÉSORERIE	(117 107)	(8 016)	(24 329)	(8 719)	(27 414)	(35 195)	(13 434)

Depuis leur acquisition, les sociétés acquises ont contribué en 2015 pour 45,5 millions d'euros au chiffre d'affaires et pour 4,7 millions d'euros au résultat opérationnel (avant amortissement des relations clientèle). Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'année 2015, le chiffre d'affaires additionnel aurait été de 50,8 millions d'euros et le résultat opérationnel complémentaire (avant amortissement des relations clientèle) de 7,5 millions d'euros.

Écarts d'acquisition résiduels

Les écarts d'acquisition résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

2.5 ACTIFS NON COURANTS (OU GROUPES D'ACTIFS) DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Un actif non courant (ou groupes d'actifs) est classé comme détenu en vue de la vente et évalué au montant le plus bas entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de cession si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par son

utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs et sa vente doit être hautement probable.

2.6 ENGAGEMENTS HORS BILAN LIÉS AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les engagements donnés correspondent aux garanties accordées par Elis dans le cadre des opérations de cession. Ils s'élèvent à 2 150 milliers d'euros au 31 décembre 2016 (2 150 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

Les engagements reçus s'élèvent à 137 898 milliers d'euros au 31 décembre 2016 (103 393 milliers d'euros au 31 décembre 2015) et correspondent aux garanties reçues par Elis dans le cadre de ses opérations d'acquisitions.

2.7 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Aucune information détaillée n'est fournie au titre de la norme IFRS 12 dans la mesure où il n'existe pas de filiale dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives.

2.8 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE LIÉS AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe a procédé le 5 janvier 2017 à la signature d'un protocole d'acquisition de Lavebras Gestão de Têxteis S.A. (« Lavebras ») au Brésil. Lavebras, numéro deux du marché brésilien derrière Elis, est implanté dans 17 États au Brésil et emploie environ 4 000 salariés répartis sur 76 sites industriels. Société familiale créée en 1997, Lavebras dispose du complexe industriel de blanchisseries le plus dense du Brésil. Le groupe Lavebras est présent sur les segments de la santé, de l'industrie (notamment agroalimentaire) et de l'hôtellerie/restauration. Le chiffre d'affaires de Lavebras devrait dépasser 370 millions de réaux (103 millions d'euros) en 2016. À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, la réalisation de l'acquisition de Lavebras étant soumise à l'accord de l'autorité de la concurrence brésilienne, cette dernière devrait intervenir au cours du premier semestre 2017.

Le groupe Elis a aussi acquis :

- le 3 mars 2017, de la société HTE Sanitation, située les Martigues, spécialisée dans l'activité 3D dans la région d'Aix-Avignon-Marseille. Cette société réalise un chiffre d'affaires d'environ 0,9 millions d'euros et emploie 9 salariés.
- le 13 mars 2017, la société Blanchisserie Blésoise SAS, opérant une blanchisserie à Blois et servant une clientèle à la fois santé et hôtellerie-restauration dans les régions Centre Val de Loire et Ile de France (chiffre d'affaires d'environ 12 million d'euros en 2016) et employant environ 180 salariés.

Note 3 INFORMATION SECTORIELLE ET FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Le Groupe est structuré en quatre secteurs opérationnels principaux, selon les produits et services et/ou selon la géographie :

- France : correspondant à l'activité historique de location-entretien en France ;
- Europe : regroupant cette même activité dans les autres pays européens ;

- Amérique latine : regroupant les activités brésiliennes avec celles au Chili et en Colombie ;
- Entités Manufacturières : regroupant les activités des « unités génératrices de trésorerie » Le Jacquard Français et Kennedy Hygiene.

Le management suit la performance par secteur principalement au niveau de l'EBITDA. Au contraire, les charges de financement et la charge d'impôt sont principalement suivies au niveau du Groupe.

3.1 PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE

2016

(en millions d'euros)	France	Europe	Amérique latine	Entités manufacturières	Éliminations & holdings	Total
Clients externes	984,2	376,8	132,9	18,9	0,0	1 512,8
Inter-secteur	1,6	0,6	0,0	8,2	(10,5)	0,0
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE DU SECTEUR	985,9	377,4	132,9	27,1	(10,5)	1 512,8

2015

(en millions d'euros)	France	Europe	Amérique latine	Entités manufacturières	Éliminations & holdings	Total
Clients externes	978,1	327,7	92,2	17,5		1 415,4
Inter-secteur	1,7	0,5	0,0	9,8	(12,1)	0,0
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE DU SECTEUR	979,8	328,2	92,2	27,3	(12,1)	1 415,4

3.2 RÉSULTAT

Indicateurs non définis par les normes IFRS

L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires

comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions). Le rapprochement de l'EBIT avec le compte de résultat consolidé est présenté ci-dessous.

L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat. Le rapprochement de l'EBITDA avec le compte de résultat consolidé est présenté ci-dessous.



■ 2016

(en millions d'euros)

	France	Europe	Amérique latine	Entités manufacturières	Éliminations & holdings	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle	181,2	26,6	7,1	2,3	(8,8)	208,6
Frais financiers divers	0,5	0,3	1,3	0,1	0,1	2,3
Charges sur paiements en actions	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	3,8
EBIT	181,8	27,0	8,4	2,4	(4,8)	214,7
Dotations aux amortissements net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat	162,8	67,3	21,8	1,3	0,0	253,2
EBITDA	344,5	94,3	30,2	3,7	(4,8)	467,9
	34,9 %	25,0 %	22,7 %	13,8 %		30,9 %

■ 2015

(en millions d'euros)

	France	Europe	Amérique latine	Entités manufacturières	Éliminations & holdings	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle	187,8	19,4	1,9	1,1	(3,7)	206,5
Frais financiers divers	0,6	0,3	0,4	0,1	0,1	1,5
Charges sur paiements en actions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EBIT	188,4	19,7	2,3	1,2	(3,6)	208,0
Dotations aux amortissements net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat	158,2	61,2	17,5	1,3	0,0	238,1
EBITDA	346,5	80,9	19,8	2,5	(3,6)	446,1
	35,4 %	24,6 %	21,4 %	9,2 %		31,5 %

3.3 INFORMATIONS GÉOGRAPHIQUES

(en millions d'euros)

	2016	2015
France (dont Le Jacquard Français)	995,8	988,9
Pays étrangers	516,9	426,5
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	1 512,8	1 415,4

(en millions d'euros)

	31/12/2016	31/12/2015
France (dont Le Jacquard Français)	2 142,8	2 173,6
Pays étrangers	860,3	573,5
ACTIFS NON COURANTS	3 003,1	2 747,1

Les actifs non courants présentés ci-dessus sont composés des écarts d'acquisition, des immobilisations corporelles et incorporelles.

3.4 INFORMATIONS RELATIVES AUX PRODUITS ET SERVICES

Les produits provenant des prestations de services sont équitablement répartis entre trois principales activités à savoir : l'hygiène et le bien-être, le linge plat et les vêtements de travail.

(en millions d'euros)	2016	2015
Linge plat	741,4	659,5
Vêtements de travail	449,1	433,9
Hygiène - Bien être	321,5	319,6
Divers	0,7	2,4
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	1 512,8	1 415,4

Ces prestations sont réalisées auprès de clients évoluant principalement sur les segments de l'Hôtellerie - Restauration, de l'Industrie, du Commerce et des Services, et de la Santé.

3.5 INFORMATIONS PAR RAPPORT AUX SECTEURS ET PAR SEGMENTS DE CLIENTÈLE OU PAR PAYS

(en millions d'euros)	2016	2015
Hôtellerie-Restauration	313,6	309,5
Industrie	187,8	189,6
Commerce & Services	343,5	340,0
Santé	164,9	159,7
Divers	(25,5)	(20,6)
France	984,2	978,1
Allemagne	80,6	57,0
Belgique & Luxembourg	29,1	31,0
République tchèque	1,8	1,7
Suisse	107,2	95,4
Europe du Nord	218,6	185,2
Espagne & Andorre	86,9	75,6
Italie	27,4	26,6
Portugal	43,8	40,3
Europe du Sud	158,1	142,5
Europe	376,8	327,7
Brésil	112,8	87,4
Chili	20,1	4,8
Colombie	0,0	
Amérique latine	132,9	92,2
Entités manufacturières	18,9	17,5
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	1 512,8	1 415,4

La répartition par segment de clientèle en France est faite par référence au code APE de l'entité ayant conclu un contrat avec une société du Groupe (code caractérisant l'activité principale par référence à la nomenclature statistique nationale).



3.6 FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Financement

Afin de sécuriser le financement des acquisitions d'Indusal en Espagne et de Lavebras au Brésil par la filiale M.A.J., Elis a signé le 10 novembre 2016 un contrat de crédit-relais (*bridge loan*) d'un

montant de 550 millions d'euros avec un syndicat de banques internationales. Au 31 décembre 2016, le montant tiré de la tranche « *bridge to debt* » s'élevait à 130 millions d'euros.

Cession de Puteaux

La société M.A.J. a réalisé en date du 30 décembre 2016 la promesse de vente signé en date du 15 juillet 2015 avec un groupement de promoteurs immobiliers pour un montant de 50,4 millions d'euros relative à la cession du site de Puteaux, sur

lequel se situaient le siège social de Elis et un ancien centre de production. Le déménagement du siège à Saint-Cloud (92), France a été effectué fin novembre 2016.

Note 4 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

4.1 PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, à l'exclusion des rabais, remises et autres réductions sur ventes. Les critères de reconnaissance spécifiques suivants doivent également être remplis pour que les produits des activités ordinaires puissent être reconnus :

Prestations de services

Les produits relatifs aux prestations de services sont comptabilisés au cours de la période durant laquelle les services sont rendus.

Lorsque ces prestations de services sont facturées dans le cadre d'abonnements mensuels ou trimestriels, la quote-part de facturation correspondant à une prestation non encore réalisée est enregistrée en produits constatés d'avance (voir 4.7 « Autres actifs et passifs »).

Ventes de biens

Le produit des activités ordinaires est comptabilisé lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

(en millions d'euros)

		2015
Prestations de services	1 484 586	1 392 787
Ventes de biens	28 155	22 619
Dividendes récurrents	24	12
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	1 512 764	1 415 418

4.2 CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Elles sont incluses dans les actifs courants.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Les pertes de valeur sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. La dépréciation est évaluée en tenant compte de l'historique

des pertes sur créances et de l'antériorité des créances. Elle est comptabilisée en résultat opérationnel.

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels constituant l'actif financier arrivent à expiration, lorsque la société renonce à ses droits, ou bien lorsque la société transfère ses droits et qu'elle n'a plus la quasi-totalité des risques et avantages attachés.

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Clients et effets à recevoir (bruts)	378 441	325 641
(-) dépréciations des créances	(37 354)	(29 638)
CLIENTS ET EFFETS À RECEVOIR	341 087	296 003
Autres créances	51 526	60 844
TOTAL DES CRÉANCES ET AUTRES DÉBITEURS	392 613	356 847
dont le recouvrement est attendu dans moins d'un an	392 613	356 847
dont le recouvrement est attendu dans plus d'un an	-	-

Les variations des créances et autres débiteurs au cours des exercices présentés s'analysent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	2016	2015
AU 1^{ER} JANVIER	356 847	327 863
Mouvements de BFR - brut	(9 347)	17 480
Variation de la provision pour dépréciation	475	403
Mouvements de BFR - net	(8 872)	17 883
Variation de périmètre	37 101	18 595
Écarts de conversion	5 941	(5 506)
Variation des créances sur cession d'immobilisations	(836)	(72)
Autres mouvements	2 432	(1 915)
AU 31 DÉCEMBRE	392 613	356 847

Les mouvements de BFR - net s'expliquent principalement par les variations des créances de CICE (non préfinancées) et par la hausse de l'activité.

Risque de crédit

La gestion du risque de crédit est détaillée dans la note 8.1 « Gestion des risques financiers ».



4.3 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS ET AUTRES CHARGES PAR NATURE

(en milliers d'euros)

	2016	2015
Dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat)		
- <i>incluses dans le Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des relations clientèle</i>		
Immobilisations incorporelles et corporelles	(73 117)	(66 117)
Articles en location-entretien	(163 745)	(155 752)
Autres articles en location-entretien	(16 502)	(16 402)
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	115	128
- <i>figurant en autres produits et charges opérationnels</i>	0	(2 717)
- <i>dotations aux amortissements des relations clientèle</i>	(45 610)	(46 222)
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS (NETTES DE LA QUOTE PART DE SUBVENTION VIRÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT)	(298 860)	(287 083)
Dotations ou reprises de provisions		
- <i>incluses dans le Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des relations clientèle</i>	3 021	940
- <i>figurant en autres produits et charges opérationnels</i>	616	703
TOTAL DES DOTATIONS OU REPRISES DE PROVISIONS	3 637	1 643
Charges de location simple	(36 097)	(34 291)

4.4 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents sont présentés de manière distincte en « Autres produits et charges opérationnels » lorsqu'ils sont significatifs, ceci afin de faciliter la compréhension de la performance du Groupe.

(en milliers d'euros)

	2016	2015
Frais d'acquisitions	(4 083)	(2 347)
Ajustement de la dette relative aux engagements de rachat de minoritaires		1 478
Charges de restructuration	(2 273)	(2 285)
Coûts non capitalisables relatifs au changement de systèmes informatiques	(1 105)	(1 760)
Litiges	(1 212)	0
Plus ou moins values sur cessions de sites	42 216	16
Charges liées aux cessions de sites	(6 582)	(854)
Charges de dépollution	(55)	(200)
Frais d'introduction en bourse & rémunérations exceptionnelles liées	0	(21 094)
Charges liées aux actions gratuites accordées après l'introduction en bourse	(1 562)	(2 274)
Écart d'acquisition négatif	802	0
Divers	(1 695)	(4 112)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	24 451	(33 432)

4.5 STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix de revient.

Les stocks qui correspondent à des matières premières, des matières consommables, des pièces détachées et des marchandises, sont évalués au coût d'achat et sont à rotation rapide.

Les produits en cours et finis (articles textiles et appareils sanitaires) sont évalués à leur coût de revient, constitués :

- du coût d'acquisition des matières consommées ;
- des charges directes de production ;
- des charges indirectes de production qui peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Stocks de matières premières et autres approvisionnements	22 827	15 717
Stocks d'encours de production	893	468
Stocks de produits intermédiaires et finis	13 051	10 186
Stocks de marchandises	25 630	26 107
STOCKS	62 401	52 479
dont stocks (au coût)	63 242	53 385
dont (-) dépréciations	(840)	(906)

Les variations des stocks nets au cours des exercices présentés s'analysent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016	2015
AU 1^{ER} JANVIER	52 479	58 641
Variation des stocks - brut	6 894	(5 881)
Variation de la provision pour dépréciation	64	(99)
Variation des stocks - net	6 958	(5 980)
Variation de périmètre	1 895	1 034
Écarts de conversion	1 069	(1 217)
Autres mouvements	(0)	(0)
AU 31 DÉCEMBRE	62 401	52 479

4.6 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Dettes fournisseurs	143 209	116 264
Dettes fournisseurs d'immobilisations	16 297	15 193
Autres crédateurs	3 048	3 542
TOTAL DES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS	162 554	134 999



Les variations des fournisseurs et autres créiteurs au cours des exercices présentés s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2016	2015
Au 1^{er} janvier	134 999	139 718
Mouvements de BFR	6 595	(14 198)
Variation de périmètre	23 045	9 366
Écarts de conversion	1 812	(1 146)
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	(2 237)	1 259
Autres mouvements	(1 660)	0
AU 31 DÉCEMBRE	162 554	134 999

4.7 AUTRES ACTIFS ET PASSIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Charges constatées d'avance		13 745	11 533
Autres dérivés actifs courants	8.8	2 773	2 053
Autres actifs		454	213
TOTAL DES AUTRES ACTIFS		16 972	13 799
Dépôts et cautionnements reçus		8 719	8 926
Dettes sociales		115 740	97 262
Dettes fiscales et autres dettes		124 176	91 087
Autres dérivés passifs courants	8.8	0	0
Produits constatés d'avance		47 648	46 269
TOTAL DES AUTRES PASSIFS		296 283	243 544

Les produits constatés d'avance reflètent principalement la facturation de services qui seront réalisés le mois suivant.

Les variations des autres actifs au cours des exercices présentés s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2016	2015
AU 1^{ER} JANVIER	13 799	13 461
Mouvements de BFR	1 424	(602)
Variation de périmètre	663	1 472
Écarts de conversion	126	35
Autres mouvements	960	(568)
AU 31 DÉCEMBRE	16 972	13 799

Les variations des autres passifs au cours des exercices présentés s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2016	2015
AU 1^{ER} JANVIER	243 544	234 836
Mouvements de BFR	20 023	(7 159)
Variation de périmètre	12 225	21 125
Écarts de conversion	5 126	(2 251)
Variation de la dette liée aux regroupements d'entreprises	15 280	0
Autres mouvements	85	(3 008)
AU 31 DÉCEMBRE	296 283	243 544

Les mouvements de BFR s'expliquent principalement par la TVA à reverser sur la cession du site de Puteaux pour 10,1 millions d'euros.

Note 5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 EFFECTIFS MOYENS

(en nombre de personnes)	2016	2015
Ingénieurs et cadres	1 449	1 449
Techniciens et agents de maîtrise	1 438	1 475
Employés	2 128	1 775
Agents de distribution	3 601	3 157
Ouvriers	14 435	13 633
TOTAL EFFECTIF PAR CATÉGORIE	23 052	21 488
France	12 520	12 589
Étranger	10 532	8 898
TOTAL EFFECTIF	23 052	21 488

5.2 AVANTAGES AU PERSONNEL

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au

cours des périodes de service ultérieures. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les écarts actuariels relatifs aux obligations issues des régimes à prestations définies sont comptabilisés directement en capitaux propres.

(en milliers d'euros)	2016	2015
Salaires et traitements	(480 465)	(441 009)
Charges sociales	(153 787)	(147 493)
Crédit d'impôt pour la compétitivité des entreprises	15 300	15 044
Participation et intéressement des salariés	(30 200)	(17 431)
Autres avantages au personnel	37	454
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions ^(a)	(5 408)	(2 274)
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	(654 524)	(592 708)

(a) La charge liée au plan accordé après l'introduction en bourse a été reclassée en « autres produits et charges opérationnels » (voir note 4.4).



5.3 PASSIFS LIÉS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL

Régimes à cotisations définies

Le Groupe cotise dans le cadre des diverses obligations légales ou, sur la base du volontariat, dans le cadre d'un accord contractuel. L'obligation du Groupe se limite alors au versement de la cotisation.

Régimes à prestations définies

Les engagements de Elis en matière d'avantages à long terme, de régimes de retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont pour l'essentiel consentis par les filiales françaises et portent sur :

- des compléments de retraite versés à une catégorie de cadres supérieurs. Ce régime complémentaire dont tous les bénéficiaires sont retraités est actuellement fermé ;

- des indemnités de départ à la retraite versées aux salariés lors de leur départ à la retraite conformément aux règles françaises habituelles ;

- des gratifications honorifiques (médailles du travail), dont le montant versé dépend de l'ancienneté des salariés.

Les filiales suisses de Elis ont des engagements envers leur personnel dont les principes sont régis par la loi suisse sur la Prévoyance Professionnelle.

Évaluation des passifs liés au personnel

L'évaluation des engagements correspondants est effectuée selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les engagements du Groupe sont partiellement couverts par des fonds extérieurs et des provisions sont inscrites au bilan pour la différence.

La variation du passif comptabilisé au bilan du groupe Elis se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	Obligation	Juste valeur des actifs du régime	Passif
Au 31 décembre 2014	82 447	34 124	48 323
Coût des services rendus au cours de la période	1 825		1 825
Coût financier de la période	1 003	533	470
Prestations servies	(1 658)	(1 658)	0
Cotisations des participants au régime	2 256	2 256	0
Cotisations des employeurs au régime	(2 180)	(332)	(1 848)
Coût des services passés	(63)		(63)
Effet des changements de régime			
Règlements			
Rendement des actifs du régime		(358)	358
Écarts actuariels	4 013		4 013
Variations de périmètre	10 534	7 007	3 527
Reclassement en passifs directement liés aux actifs destinés à la vente			
Différence de conversion	8 670	6 233	2 437
Au 31 décembre 2015	106 847	47 805	59 042
Coût des services rendus au cours de la période	4 840		4 840
Coût financier de la période	1 267		1 267
Prestations servies	(3 920)	(1 678)	(2 242)
Cotisations des participants au régime	1 957	1 953	4
Cotisations des employeurs au régime	0	2 557	(2 557)
Coût des services passés	0		0
Effet des changements de régime			
Règlements			
Rendement des actifs du régime		2 526	(2 526)
Écarts actuariels	4 247		4 247
Variations de périmètre	107		107
Reclassement en passifs directement liés aux actifs destinés à la vente			
Différence de conversion	1 328	583	745
AU 31 DÉCEMBRE 2016	116 673	53 746	62 927

■ FINANCEMENT DE L'ENGAGEMENT LIÉ AUX AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actualisée des engagements non financés	39 684	36 483
Valeur actualisée des engagements partiellement ou totalement financés	76 989	70 364
VALEUR TOTALE DES ENGAGEMENTS RELATIFS AUX RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (1)	116 673	106 847
Juste valeur des plans des régimes (2)	53 746	47 805
VALEUR TOTALE DU PASSIF RELATIF AUX RÉGIMES À PRESTATION DÉFINIE (1) - (2) = (3)	62 927	59 042

■ INFORMATIONS GÉOGRAPHIQUES

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
France	38 476	35 206
Suisse	23 132	22 452
Autres pays	1 319	1 384
PASSIFS LIÉS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL	62 927	59 042

■ DÉTAIL POUR LA FRANCE

Les engagements et provisions se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actualisée des engagements non financés	38 476	35 206
Valeur actualisée des engagements partiellement ou totalement financés		
VALEUR TOTALE DES ENGAGEMENTS RELATIFS AUX RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (1)	38 476	35 206
Juste valeur des plans des régimes (2)		
VALEUR TOTALE DU PASSIF RELATIF AUX RÉGIMES À PRESTATION DÉFINIE (1) - (2) = (3)	38 476	35 206

Les hypothèses actuarielles retenues en France dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

	31/12/2016	31/12/2015
Taux d'actualisation	1,3 %	2,0 %
Taux d'augmentation attendue des salaires	inflation+0/6 %	inflation+0/6 %
Taux d'augmentation attendue des retraites	1,1 %	1,1 %

L'incidence d'une variation de 1,00 % du taux d'actualisation et de 0,25 % du taux d'augmentation attendue sur la valeur de l'engagement au 31 décembre 2016 est présentée ci-dessous :

	Sensibilités France
Taux d'actualisation - impact d'une baisse de 1,0 pt	+10,9 %
Taux d'actualisation - impact d'une hausse de 1,0 pt	-9,6 %
Taux d'augmentation attendue des salaires ou pensions - impact d'une baisse de 0,25 pt	-2,1 %
Taux d'augmentation attendue des salaires ou pensions - impact d'une hausse de 0,25 pt	+2,1 %



Une indication des flux de trésorerie futurs est présentée ci-dessous :

	France
Prestations qu'il est prévu de verser au régime au cours du prochain exercice	2 197
Duration moyenne pondérée des obligations	10,6

■ DÉTAIL POUR LA SUISSE

Les engagements et provisions se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actualisée des engagements non financés		
Valeur actualisée des engagements partiellement ou totalement financés	76 794	70 179
VALEUR TOTALE DES ENGAGEMENTS RELATIFS AUX RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (1)	76 794	70 179
Juste valeur des plans des régimes (2)	53 662	47 727
VALEUR TOTALE DU PASSIF RELATIF AUX RÉGIMES À PRESTATION DÉFINIE (1) - (2) = (3)	23 132	22 452

Les hypothèses actuarielles retenues en Suisse dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

	31/12/2016	31/12/2015
Taux d'actualisation	0,25 %	0,75 %
Taux d'augmentation attendue des salaires	1,00 %	1,25 %
Taux d'augmentation attendue des retraites	0,00 %	1,00 %

L'incidence d'une variation de 0,50 % de ces taux sur la valeur de l'engagement au 31 décembre 2016 est présentée ci-dessous :

	Sensibilités Suisse
Taux d'actualisation - impact d'une baisse de 0,5 pt	+9,6 %
Taux d'actualisation - impact d'une hausse de 0,5 pt	-8,3 %
Taux d'augmentation attendue des salaires ou pensions - impact d'une baisse de 0,5 pt	-0,4 %
Taux d'augmentation attendue des salaires ou pensions - impact d'une hausse de 0,5 pt	+0,4 %

Une indication des flux de trésorerie futurs est présentée ci-dessous :

	Suisse
Prestations qu'il est prévu de verser au régime au cours du prochain exercice	3 793
Duration moyenne pondérée des obligations	8,9

La décomposition des actifs de couverture par nature au 31 décembre 2016 est détaillée ci-dessous :

	Suisse
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 662
Actions	14 913
Obligations	20 415
Immobilier et prêts hypothécaires	7 096
Dérivés	2 576
TOTAL	53 662

5.4 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

En application d'IFRS 2, Elis a estimé la juste valeur de ce plan en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués, celle-ci étant basée sur le cours de l'action à la date d'attribution pondérée par l'estimation raisonnable d'atteinte des critères d'attribution des actions. La charge,

enregistrée avec une contrepartie en capitaux propres, est répartie sur la durée d'acquisition des droits courant à partir de la date du directoire ayant décidé du plan et est mentionnée à la note 5.2 « Avantages au personnel ».

Les plans d'attributions en cours à la clôture de l'exercice ont les caractéristiques suivantes :

Attributions gratuites d'actions de performance	Plan n° 1 - 2015	Plan n° 2 - 2015	Plan n° 3 - 2016	Plan n° 4 - 2016	Plan n° 5 - 2016
Date d'assemblée	08/10/2014	08/10/2014	27/05/2016	27/05/2016	27/05/2016
Date du conseil de surveillance	03/04/2015	03/04/2015 14/12/2015	09/03/2016 03/05/2016	09/03/2016 03/05/2016	09/03/2016 03/05/2016
Date de la décision du directoire	07/04/2015	21/12/2015	15/06/2016	15/06/2016	20/12/2016
Nombre de droits consentis à l'origine	524 684	44 027	978 380	8 465	54 466
- dont membres du comité de direction	188 716	0	469 583	0	0
- dont mandataires sociaux :	130 614	0	277 662	0	0
Xavier Martiré	104 108	-	207 520	-	-
Louis Guyot	13 253	-	35 071	-	-
Matthieu Lecharny	13 253	-	35 071	-	-
Nombre de bénéficiaires	152	29	206	7	43
- dont membres du comité de direction	8	-	9	-	-
- dont mandataires sociaux	3 ^(a)	-	3 ^(a)	-	-
Date d'attribution	07/04/2015	21/12/2015	15/06/2016	15/06/2016	21/12/2016
Date d'acquisition					
France					
- membres du directoire et du comité de direction	07/04/2017 ⁽¹⁾	-	15/06/2019 ⁽³⁾	-	-
- autres bénéficiaires	07/04/2017 ⁽¹⁾	21/12/2017 ⁽¹⁾	15/06/2018 ⁽³⁾	15/06/2018 ⁽⁴⁾	21/12/2018 ⁽⁴⁾
Reste du monde	07/04/2017 ⁽¹⁾	21/12/2017 ⁽¹⁾	15/06/2018 ⁽³⁾	15/06/2018 ⁽⁴⁾	21/12/2018 ⁽⁴⁾
Date de fin de conservation des actions					
- membres du directoire et du comité de direction	07/04/2019 ⁽²⁾	-	15/06/2019 ⁽⁵⁾	-	-
- autres bénéficiaires	07/04/2019 ⁽²⁾	21/12/2019 ⁽²⁾	15/06/2018 ⁽⁵⁾	15/06/2018 ⁽⁵⁾	21/12/2018 ⁽⁵⁾
Droits acquis en 2016	0	0	0	0	0
Nombre de droits devenus caducs au 31/12/2016	46 781	5 003	8 769	0	0
Nombre de droits restants à acquérir au 31/12/2016	477 903	39 024	969 611	8 465	54 466
- dont membres du comité de direction	188 716	0	469 583	0	0
- dont mandataires sociaux :	130 614	0	277 662	0	0
Xavier Martiré	104 108	-	207 520	-	-
Louis Guyot	13 253	-	35 071	-	-
Matthieu Lecharny	13 253	-	35 071	-	-



Attributions gratuites d'actions de performance	Plan n° 1 - 2015	Plan n° 2 - 2015	Plan n° 3 - 2016	Plan n° 4 - 2016	Plan n° 5 - 2016
Nombre de bénéficiaires en activité au 31/12/2016	130	25	201	7	43
- dont membres du comité de direction	8	0	9		0
- dont mandataires sociaux :	3 ^(b)	0	3 ^(b)		0

(a) Xavier Martiré, Louis Guyot et Matthieu Lecharny.

(b) Xavier Martiré, Louis Guyot et Matthieu Lecharny.

(1) Les actions sont acquises à l'issue d'une période d'acquisition fixée à deux années à compter de la date d'attribution des actions de performance, et l'acquisition est subordonnée à des conditions cumulatives de présence et à l'atteinte de conditions de performance liées i) au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et ii) l'EBIT tels qu'ils figureront dans les comptes de l'exercice 2016, ainsi qu'à iii) la performance boursière de Elis par rapport à la variation du SBF 120, étant précisé que :

- la variation boursière des actions de la Société correspond à la variation (en %) entre, d'une part, la moyenne mobile de la valeur de l'action sur les vingt séances de bourse précédant le dernier jour de bourse pour 2016 additionnée des dividendes versés entre le 11 février 2015 et le 31 décembre 2016, et d'autre part, le cours d'introduction en bourse (13 euros) ;

- la variation du SBF 120 correspond à la variation (en %) entre, d'une part, la moyenne mobile de l'indice sur les vingt séances de bourse précédant le dernier jour de bourse pour 2016, et d'autre part la valeur de l'indice au 10 février 2015 (3 701,09 euros).

Seules 20 % des actions attribuées seront remises aux bénéficiaires si l'une seulement de ces conditions de performance est remplie, 50 % si deux des conditions sont remplies, et 100 % si les trois conditions sont remplies. Aucune action ne sera acquise si aucune des conditions n'est remplie.

(2) Le règlement de plan prévoit une période de conservation de deux années à compter de la date d'acquisition définitive des titres. À l'issue de la période de conservation les actions seront disponibles et pourront notamment être librement cédées par les bénéficiaires sous réserve des périodes légales d'abstention et des dispositions de la charte de déontologie boursière. Chaque membre du directoire est tenu de conserver au nominatif pendant toute la durée de ses fonctions un nombre d'actions fixé par le conseil de surveillance correspondant à un tiers des actions acquises jusqu'à l'atteinte de trois fois le montant de sa rémunération annuelle fixe en ce qui concerne le Président du directoire, et un tiers des actions acquises jusqu'à l'atteinte de deux fois le montant de leur rémunération pour les autres membres du directoire.

(3)(4) Les actions sont acquises à l'issue d'une période d'acquisition fixée à deux années à compter de la date d'attribution des actions de performance, pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du directoire et du comité de direction pour lesquels la période d'acquisition est fixée à trois années à compter de la date d'attribution. Les actions attribuées sont de deux catégories, A et B.

L'acquisition de chaque catégorie d'actions est subordonnée à des conditions de présence et à l'atteinte de conditions de performance, ces dernières étant définies en référence à trois critères quantitatifs liés au i) au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et ii) l'EBIT tels qu'ils figureront dans les comptes de l'exercice 2017, ainsi qu'à iii) la performance boursière de Elis par rapport à la variation du SBF 120 en ce qui concerne les actions de catégorie A, et en référence à deux critères quantitatifs liés au chiffre d'affaires et à l'EBIT en ce qui concerne les actions de catégorie B.

La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de la période d'acquisition sera appréciée sur une période de performance de deux exercices pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du comité de direction (en ce compris les membres du directoire) pour lesquels la performance sera mesurée sur deux exercices (2016 et 2017) pour 67 % des actions de performance attribuées et sur une période de trois exercices (2016, 2017 et 2018) pour 33 % des actions de performance attribuées.

Il est précisé que :

- la variation boursière des actions de la Société correspond à la variation (en %) entre, d'une part, la moyenne mobile de la valeur de l'action sur les vingt séances de bourse précédant le dernier jour de bourse de l'année 2017 additionnée des dividendes versés entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2017, et d'autre part, le cours de clôture de l'année 2015 (15,25 €)

- la variation du SBF 120 correspond à la variation (en %) entre, d'une part, la moyenne mobile de l'indice sur les vingt séances de bourse précédant le dernier jour de bourse de l'année 2017, et d'autre part la valeur de l'indice de clôture au 31 décembre 2015 (3 663,88 points).

Le nombre d'actions définitivement acquises sera fonction du nombre d'objectifs atteints, étant précisé que pour chaque catégorie d'actions de performance, l'atteinte des critères de performance est binaire de sorte que si le critère n'est pas atteint, la fraction des droits attachée à l'objectif concerné n'est pas due et les actions afférentes ne sont pas acquises. Sur cette base, les bénéficiaires acquerront 20 % des actions de performance de catégorie A attribuées si un critère est atteint, 50 % des actions de performance de catégorie A attribuées si 2 critères sont atteints et 100 % des actions de performance de catégorie A attribuées si les 3 critères sont atteints. S'agissant des actions de performance de catégorie B, leur acquisition requiert l'atteinte d'au moins un objectif, étant précisé que la réalisation d'un seul des objectifs donne droit à l'acquisition de 50 % des actions attribuées.

(5) Il n'y a pas de période de conservation dans le cadre de ce plan de sorte que les actions seront disponibles et pourront être librement cédées à l'issue de la période d'acquisition, sous réserve toutefois des périodes légales d'abstention et des dispositions de la charte de déontologie boursière en matière de prévention des abus de marchés. En outre, chaque membre du directoire est soumis à une obligation de conservation d'un certain nombre d'actions jusqu'à la cessation de ses fonctions.

5.5 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIÉES)

Les dirigeants sont les membres du comité de direction qui compte sept membres et le Président du directoire au 31 décembre 2016. Les rémunérations cumulées (payées ou payables) des principaux dirigeants sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	2016	2015
Avantages du personnel	5 028	9 712
Avantages postérieurs à l'emploi	18	62
Indemnités de fin de contrat de travail	0	74
Paiement fondé sur des actions	6 509	1 002

Par ailleurs, au 31 décembre 2016, les avantages au personnel provisionnés au titre des indemnités de fin de contrat s'élèvent à 288 milliers d'euros (235 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

Les rémunérations allouées aux membres du conseil de surveillance comptabilisées en charge au titre des jetons de présence s'élèvent à 515 milliers d'euros (467 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

Note 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

6.1 ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur brute	1 651 119	1 589 083
Cumul des pertes de valeur	(67 687)	(52 985)
Valeur nette comptable à l'ouverture	1 583 432	1 536 098
Acquisitions	148 583	87 759
Cessions	0	0
Différences de conversion	22 435	(25 722)
Autres variations	5	0
VARIATIONS SUR MONTANT BRUT	171 023	62 037
Pertes de valeur	0	(14 575)
Différences de conversion	1 240	(128)
Autres variations	(0)	0
VARIATIONS PERTES DE VALEUR	1 240	(14 703)
VALEUR NETTE COMPTABLE À LA CLÔTURE	1 755 695	1 583 432
Valeur brute	1 822 142	1 651 119
Cumul des pertes de valeur	(66 447)	(67 687)

Conformément à la norme IAS 36, le groupe Elis a affecté ses écarts d'acquisition à des « unités génératrices de trésorerie » (UGT) afin d'effectuer des tests de perte de valeur.

La valeur nette comptable de l'écart d'acquisition alloué à chacune des unités génératrices de trésorerie est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
UGT/SECTEUR FRANCE	1 394 145	1 389 042
UGT Espagne	100 711	5 030
UGT Belgique & Luxembourg	10 588	10 588
UGT Allemagne	47 851	16 373
UGT Italie	1 669	1 669
UGT Suisse	60 540	49 585
SECTEUR EUROPE	221 359	83 245
UGT Brésil	120 266	92 632
UGT Chili	4 767	4 294
UGT Colombie	2 730	0
SECTEUR AMÉRIQUE LATINE	127 763	96 927
UGT Kennedy Hygiene	12 428	14 218
SECTEUR ENTITÉS MANUFACTURIÈRES	12 428	14 218
VALEUR COMPTABLE DU GOODWILL	1 755 695	1 583 432

Compte tenu de la façon dont le Groupe gère ses activités en Belgique et au Luxembourg (direction unique, reporting commun), les unités génératrices de trésorerie « Belgique » et « Luxembourg » ont été réunies pour les besoins du test de dépréciation à compter du 31 décembre 2016.



Comptabilisation d'une perte de valeur

La méthode et les hypothèses des tests de perte de valeur sont décrites à la note 6.5.

Suite aux tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2016, le Groupe n'a enregistré aucune perte de valeur.

Au 31 décembre 2015, le Groupe avait constaté sur l'exercice 2015 :

- une perte de valeur de 5,4 millions d'euros sur l'UGT Kennedy Hygiène compte tenu d'une dégradation des estimations de flux de trésorerie futurs ;

- une perte de valeur de 9,2 millions d'euros sur l'UGT Belgique compte tenu de la baisse de la rentabilité de l'UGT dans un contexte de marché très concurrentiel. Cette perte de valeur a été enregistrée sur la base d'une valorisation par les multiples d'indicateurs économiques.

6.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Marques

Les marques acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur (évaluée par la méthode des flux de redevances actualisées) à la date d'acquisition. Les frais engagés pour créer une marque nouvelle ou développer une marque existante sont enregistrés en charges.

Les marques à durée d'utilité finie sont amorties sur leur durée de vie. Les marques à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties mais font l'objet d'un test annuel de dépréciation. Il en est de même lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Le classement d'une marque à durée de vie finie ou indéterminée résulte en particulier des critères suivants :

- positionnement global de la marque sur son marché en termes de volume d'activité, de présence internationale et de réputation ;
- perspectives de rentabilité à long terme ;
- degré d'exposition aux aléas conjoncturels ;

- événement majeur intervenu dans le secteur d'activité susceptible de peser sur le futur de la marque ;
- ancienneté de la marque.

Immobilisations incorporelles (hors marques)

Les immobilisations incorporelles (hors marques) sont inscrites au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. L'ensemble des immobilisations incorporelles a une durée de vie finie et les amortissements sont comptabilisés en charge, généralement selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité estimées :

- modèles de motif textile : 3 ans ;
- logiciels : 5 ans ;
- ERP : 15 ans ;
- contrats et relations clientèle acquis : 4 à 11 ans.

Les amortissements sont constatés à partir de la date de mise en service du bien.

(en milliers d'euros)	Marques	Relations clientèle	Autres	Total
Valeur brute	215 966	539 082	78 476	833 524
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(6 851)	(369 131)	(53 160)	(429 142)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2014	209 115	169 951	25 316	404 383
Investissements	136	0	6 345	6 481
Variations du périmètre de consolidation	6	21 392	363	21 761
Mises hors service et cessions	0	0	68	68
Amortissements de l'exercice	(222)	(46 244)	(4 767)	(51 233)
Différences de conversion	78	(1 920)	(14)	(1 856)
Pertes de valeur	0	0	0	0
Autres mouvements	109	0	(237)	(128)
Valeur brute	216 295	557 950	57 002	831 247
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(7 073)	(414 771)	(29 926)	(451 769)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2015	209 222	143 180	27 076	379 477
Investissements	132	0	10 759	10 891
Variations du périmètre de consolidation	98	7 790	544	8 432
Mises hors service et cessions	0	0	(91)	(91)
Amortissements de l'exercice	(247)	(45 610)	(6 435)	(52 293)
Différences de conversion	(190)	2 846	73	2 729
Pertes de valeur	0	0	0	0
Autres mouvements	142	0	1 591	1 732
Valeur brute	216 797	571 101	71 283	859 181
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(7 641)	(462 895)	(37 767)	(508 304)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2016	209 156	108 205	33 516	350 877

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées de logiciels.

Les valeurs des marques du Groupe qui sont toutes issues d'un regroupement d'entreprises dans le cadre des travaux d'affectation de l'écart d'acquisition sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015	Amortissement
Marques Elis en France	184 700	184 700	Non amortie
Marques Elis en Europe	21 800	21 800	Non amortie
- Marque Le Jacquard Français	900	900	Dépréciation
- Marque Kennedy	1 316	1 505	Non amortie
Marques des entités manufacturières	2 216	2 405	
Divers	440	316	
TOTAL MARQUES	209 156	209 222	

Comptabilisation d'une perte de valeur

Aucune dépréciation des marques n'a été enregistrée au cours des deux exercices. La marque Le Jacquard Français d'une valeur brute 6 800 milliers d'euros est dépréciée à hauteur de 5 900 milliers d'euros.



6.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les biens donnés en location pour lesquels les contrats ne transfèrent en substance pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur (contrats de location simple) sont inscrits en immobilisation. Pour les autres contrats (opérations de location financement), les actifs sont présentés comme des prêts pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation suivantes :

➤ constructions : application de la méthode par composants :

- structure – façade – toiture : 50 ans ;
- menuiseries – cloisons – revêtements : 10 ans ;
- matériel de production : 10, 15 ou 30 ans ;
- véhicules : 4 à 8 ans ;
- matériel et mobilier de bureau : 5 ou 10 ans ;
- matériel informatique : 5 ans ;
- articles faisant l'objet d'un contrat de location-entretien (articles textiles, appareils et autres articles loués) : ces articles sont initialement comptabilisés en stock et sont immobilisés lors de leur affectation au site opérationnel du Groupe qui en assure la location. Ces articles sont ensuite amortis sur une période allant de 18 mois à 5 ans à partir de cette date de mise à disposition.

Les amortissements sont constatés à partir de la date de mise en service du bien. Les terrains ne sont pas amortis.

(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et Matériels	Articles en location-entretien	Total
Valeur brute	232 618	81 428	433 006	596 922	1 343 974
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(75 274)	(53 709)	(197 734)	(310 172)	(636 888)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2014	157 344	27 719	235 273	286 750	707 086
Investissements	10 007	10 355	58 728	184 522	263 612
Variations du périmètre de consolidation	23 021	2 647	32 807	10 943	69 418
Mises hors service et cessions	(9 105)	(208)	(1 103)	(291)	(10 707)
Amortissements de l'exercice	(12 076)	(9 485)	(42 307)	(172 156)	(236 024)
Différences de conversion	2 247	(389)	(7 345)	(3 269)	(8 756)
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
Autres mouvements	441	708	(2 056)	482	(425)
Valeur brute	258 222	95 640	532 090	650 435	1 536 387
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(86 342)	(64 293)	(258 093)	(343 455)	(752 183)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2015	171 880	31 347	273 997	306 980	784 204
Investissements	23 885	12 019	45 450	169 255	250 609
Variations du périmètre de consolidation	29 981	2 976	36 752	38 250	107 959
Mises hors service et cessions	(8 440)	(227)	(2 252)	(56)	(10 975)
Amortissements de l'exercice	(11 637)	(10 162)	(44 631)	(180 242)	(246 672)
Différences de conversion	1 341	569	8 299	4 592	14 800
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
Autres mouvements	(994)	302	(3 074)	348	(3 418)
Valeur brute	318 263	116 085	695 709	823 148	1 953 204
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(112 245)	(79 261)	(381 168)	(484 021)	(1 056 696)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2016	206 017	36 823	314 540	339 127	896 508

Les « autres mouvements » incluent en 2016 un reclassement en actifs détenus en vue de la vente pour un montant de 1 146 milliers d'euros relatif au site anciennement exploité par Lavalvia à Majorque (Espagne).

Location financement

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfère la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés en actif immobilisé et sont amortis en accord avec les principes du Groupe concernant l'évaluation

des immobilisations corporelles. Le coût des immobilisations inclut les coûts initiaux directement liés à l'obtention du contrat de bail (frais de négociation, honoraires de conseil ou légaux...). Les engagements financiers qui découlent de ces contrats figurent dans les dettes financières.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations corporelles en propres	888 653	775 510
Immobilisations corporelles détenues dans le cadre d'un contrat de location	7 855	8 694
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	896 508	784 204

6.4 ENGAGEMENTS HORS BILAN LIÉS AUX ACTIFS IMMOBILISÉS ET AUX CONTRATS DE LOCATIONS

Les engagements futurs minimums relatifs aux contrats de location simple en cours sont les suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Paiements minimaux en vertu de contrats de location simple non résiliables		
À moins d'un an	28 875	23 761
Entre 1 et 5 ans	85 804	67 281
À plus de 5 ans	137 207	121 002
TOTAL	251 885	212 044

6.5 PERTES DE VALEUR SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

Des tests de perte de valeur sont systématiquement effectués au 31 décembre ou en cas d'indice de perte de valeur, pour l'ensemble des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. Les pertes de valeur éventuellement constatées sur les écarts d'acquisition ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession. Ces calculs sont complétés, le cas échéant, par une valorisation par les multiples d'indicateurs économiques (EBITDA principalement).

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants.

Pour l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel il existe des flux de trésorerie

identifiables séparément (unité génératrice de trésorerie ou groupe d'unités génératrices de trésorerie).

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée, elles font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité.

Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).



Méthodologie retenue pour la mise en œuvre de la méthode des *discounted cash flows*

1. Détermination des flux de trésorerie futurs

Le test de dépréciation de ces écarts d'acquisition est réalisé en déterminant pour chaque UGT une valeur d'utilité selon la méthode suivante de calcul des valeurs recouvrables :

- estimation des flux de trésorerie futurs attendus basés sur les « business plans » à cinq ans, établis par la direction de chaque UGT, validés par le directoire et présentés au conseil de surveillance. Les projections des flux de trésorerie futurs sont réalisées avec des hypothèses prudentes de croissance ;
- les flux de trésorerie sont calculés selon la méthode des « *discounted cash flows* » (EBITDA (résultat opérationnel avant amortissements) +/- variation de BFR – impôt normatif – investissements) ;
- la valeur terminale est calculée sur la base d'une rente à l'infini ;
- l'actualisation des flux de trésorerie se fait sur la base du coût moyen pondéré du capital (« *Weighted Average Capital Cost* : WACC »), déterminé en fonction des paramètres financiers de rendement et de risque de nature sectorielle sur le marché dans lequel évolue le Groupe.

2. Méthodologie de détermination du WACC

Les paramètres de calcul du WACC retenus par Elis ont été déterminés comme suit :

- « Taux sans risque » : moyenne sur une période d'observation comprise entre deux à cinq ans des cotations des taux sans risques de référence par pays ;
- « *Spread* » de crédit : moyenne sur une période d'observation comprise entre deux à cinq ans ;
- « Beta » endettés des sociétés comparables : « beta » observés à la date de calcul du WACC (dans la mesure où le « beta » est issu d'une régression linéaire sur les deux dernières années, il reflète une sensibilité moyen terme de la valeur des titres d'une société donnée par rapport à l'ensemble du marché) ;
- ratio moyen de la dette nette sur les fonds propres des sociétés comparables : ratio calculé sur la base des capitalisations boursières rapportées à la dette nette observé trimestriellement sur deux années glissantes :
 - ce ratio moyen dette nette sur fonds propres obtenu pour chaque comparable, est utilisé pour désendetter le « beta » de la société,
 - ce « beta » désendetté est représentatif du secteur d'activité et sera le « beta » retenu pour le calcul du WACC (les valeurs extrêmes étant exclues de la moyenne),
 - le « *gearing* » retenu pour le calcul du WACC est issu du ratio moyen dette sur fonds propres calculé sur la base des ratios trimestriels des sociétés comparables.

Le détail par UGT des WACC utilisés dans le cadre des tests de perte de valeur est le suivant :

Pays	France	Portugal	Espagne	Belgique	Allemagne	UK	Suisse	Italie	Brésil	Chili
Taux sans risque	1,7%	5,7%	3,5%	1,9%	1,1%	2,0%	0,4%	3,4%	12,1%	4,5%
<i>Spread de crédit</i>	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%
Coût de la dette (avant impôt)	3,0%	7,0%	4,8%	3,2%	2,5%	3,4%	1,8%	4,8%	13,5%	5,8%
Taux d'impôt	28,9%	22,5%	25,0%	34,0%	29,7%	20,0%	21,9%	31,4%	34,0%	24,0%
Coût de la dette (après impôt)	2,2%	5,5%	3,6%	2,1%	1,7%	2,7%	1,4%	3,3%	8,9%	4,4%
Primes de risque	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%
Beta endetté	0,83	0,83	0,83	0,82	0,82	0,84	0,84	0,82	0,82	0,83
Coût des capitaux propres	6,1%	10,1%	7,9%	6,3%	5,5%	6,5%	4,9%	7,8%	16,5%	8,9%
Gearing	15,9%	15,9%	15,9%	15,9%	15,9%	15,9%	15,9%	15,9%	15,9%	15,9%
WACC 2016	5,5%	9,4%	7,2%	5,6%	4,9%	5,9%	4,3%	7,1%	15,3%	8,2%
WACC 2015	6,1%	10,7%	8,1%	6,4%	5,6%	6,4%	4,9%	7,8%	14,9%	8,3%
Taux d'actualisation avant impôt 2016 (approximation)	7,7%	12,1%	9,6%	8,5%	7,0%	7,3%	5,5%	10,3%	23,1%	10,8%
Taux d'actualisation avant impôt 2015 (approximation)	9,2%	13,7%	10,8%	9,7%	7,9%	8,0%	6,2%	11,4%	22,5%	10,9%

Hypothèses fondamentales des tests de perte de valeur

Les « business plans » des UGT ont été établis sur la base de la meilleure estimation de la direction. Les projections de flux futurs se veulent raisonnables et tiennent compte, le cas échéant, du caractère résilient de l'activité de l'UGT.

Sensibilité des tests pour les écarts d'acquisition

Les sensibilités les plus significatives aux tests de perte de valeur se détaillent comme suit (différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'UGT) :

France (en millions d'euros)		Taux de croissance à l'infini		
		1,5 %	2,0 %	2,5 %
WACC	5,0 %	1 974	2 549	3 357
	5,5 %	1 490	1 913	2 479
	6,0 %	1 114	1 438	1 854

Brésil (en millions d'euros)		EBITDA Budget 2017		
		-10,0 %	-	10,0 %
Multiple	6,5x	(44)	(25)	(7)
	7x	(31)	(11)	9
	7,5x	(18)	3	25

Espagne (en millions d'euros)		Taux de croissance à l'infini		
		1,5 %	2,0 %	2,5 %
WACC	6,7 %	137	173	218
	7,2 %	103	133	169
	7,7 %	75	100	129

Belgique-Luxembourg (en millions d'euros)		EBITDA Budget 2017		
		-10,0 %	-	10,0 %
Multiple	6,5x	8	13	17
	7x	11	16	21
	7,5x	14	20	25

Kennedy (en millions d'euros)		Taux de croissance à l'infini		
		1,5 %	2,0 %	2,5 %
WACC	5,4 %	8	11	16
	5,9 %	5	7	11
	6,4 %	2	4	7

L'analyse de sensibilité présentée indique que la valeur recouvrable de ces UGTs reste supérieure à la valeur comptable. Par ailleurs, conformément à IAS 36, les pertes de valeurs sont évaluées et comptabilisées au niveau de chacune des autres UGT.



Sensibilité des tests pour les marques

Les hypothèses retenues dans le cadre des tests de perte de valeur réalisés selon la méthode des flux de redevances actualisées du groupe Elis sont les suivantes :

	Elis	Le Jacquard Français	Kennedy
Taux d'actualisation	6,5 %	6,5 %	7,0 %
Taux de croissance du chiffre d'affaires réalisé sous la marque pendant 5 ans	3 %	3 %	3 %
Taux de croissance à l'infini	2 %	2 %	2 %
Taux de redevances	2 %	4 %	2 %

La sensibilité de l'excédent de la valeur recouvrable par rapport à la valeur comptable de la marque Elis s'analyse comme suit :

Taux d'actualisation <i>(en milliers d'euros)</i>	Taux de croissance à l'infini		
	1,5 %	2,0 %	2,5 %
6,0 %	200	244	301
6,5 %	159	194	237
7,0 %	126	154	188

Note 7 PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

7.1 PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation contractuelle, légale ou implicite résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable.

Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation du management, au regard du risque et de sa probabilité de réalisation, compte tenu des éléments à sa disposition à la date d'arrêté des comptes consolidés.

Les engagements correspondant à des plans de restructuration sont comptabilisés lorsqu'une obligation existe, que leur réalisation est considérée comme hautement probable et que les coûts correspondant ont fait l'objet de prévisions détaillées.

Les obligations résultant de contrats déficitaires sont aussi comptabilisées sous forme de provision.

Provisions pour mise en conformité environnementale

Les provisions pour mise en conformité environnementale du Groupe sont évaluées sur la base de rapports d'experts et de l'expérience du Groupe. Elles représentent le montant des études et de travaux de remise en état dont le Groupe aura à supporter le coût pour respecter ses obligations environnementales en lien principalement avec les dégradations continues constatées. Elles concernent des sites ou des catégories de travaux dont la réalisation devrait être entreprise dans un délai prévisible.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges comprennent principalement des provisions destinées à couvrir des risques sociaux.

Autres provisions

Les autres provisions intègrent par ailleurs des provisions pour litiges fiscaux, pour restructuration, pour contrats déficitaires et des provisions pour divers contentieux liés aux activités opérationnelles du Groupe.

(en milliers d'euros)	Mise en conformité	Litiges	Autres	Total
Au 31 décembre 2015	16 332	9 598	4 486	30 417
Augmentations/Dotations de l'exercice	392	1 327	204	1 923
Variations de périmètre			114	114
Réductions/Reprises de provisions consommées	(1 367)	(3 849)	(341)	(5 558)
Écarts de conversion	432	1 085	755	2 272
Autres	0	0	0	0
AU 31 DÉCEMBRE 2016	15 789	8 161	5 218	29 168
Part à moins d'un an		3 539	1 382	4 921
Part à plus d'un an	15 789	4 622	3 835	24 247
<i>France</i>	<i>10 802</i>	<i>3 022</i>	<i>878</i>	<i>14 701</i>
<i>Europe</i>	<i>2 775</i>	<i>440</i>	<i>199</i>	<i>3 414</i>
<i>Amérique latine</i>	<i>2 212</i>	<i>4 699</i>	<i>4 142</i>	<i>11 053</i>
<i>Entités manufacturières</i>				

7.2 PASSIFS ÉVENTUELS

Le groupe Elis a des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités, notamment :

Au Brésil

Procédure relative à des faits supposés de corruption

Suite à une action publique engagée contre plusieurs fournisseurs de services de blanchisserie industrielle dont Atmosfera, et relative à des faits supposés de corruption dans le cadre de marchés dans l'État de Rio de Janeiro, Atmosfera a déposé un dossier de défense préliminaire en décembre 2014. Le Procureur a rejeté les arguments avancés par Atmosfera et a décidé la poursuite de l'action publique.

Au 31 décembre 2016, Atmosfera reste dans l'attente d'informations supplémentaires et n'est donc pas en mesure d'évaluer le passif éventuel encouru et l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre de la garantie de passif. Les anciens propriétaires du groupe Atmosfera, auxquels la procédure a été notifiée à titre conservatoire le 26 novembre 2014 au titre de la convention de garantie en date du 20 décembre 2013 relative à l'acquisition du groupe Atmosfera, ont contesté la demande d'indemnisation formulée par Atmosfera.

Procédures pour conditions de travail dégradantes

➔ Procédure ouverte par le Procureur de la République

À l'issue d'une audience tenue le 20 avril 2015, aucun accord n'a été conclu entre le Procureur de la République et Atmosfera dans le cadre d'une procédure de conciliation qui aurait impliqué l'adoption par Atmosfera d'une série de mesures. Le procureur de la République a introduit en décembre 2016 une action civile publique visant à, entre autres, contraindre Atmosfera à ne pas

recourir à des sous-traitants pour réaliser ses activités principales, en particulier en ce qui concerne la confection des articles textiles utilisés dans le cadre de son activité, et à respecter certaines dispositions de la législation brésilienne en vigueur en matière de droit du travail, d'hygiène et de sécurité en lien avec les constats de la police fédérale au cours de l'inspection susvisée. La requête introduite par le procureur de la République tend également à voir condamner Atmosfera au paiement de dommages-intérêts d'un montant d'environ 830 milliers d'euros au titre du préjudice moral collectif. À ce jour, Atmosfera ne recourt plus à de la sous-traitance portant sur les activités visées. À la date d'arrêté des comptes consolidés, la Société n'a pas reçu notification officielle de l'action introduite par le procureur de la République.

➔ Procédure ouverte par Atmosfera devant le tribunal des Prud'hommes contre le Ministère brésilien du Travail et de l'Emploi.

Atmosfera a déposé un recours visant à contester la décision du Ministère du travail laquelle prévoyait notamment l'inscription de Atmosfera sur la liste noire des sociétés condamnées pour ce type de pratiques.

S'agissant de la décision au fond que doit rendre le Tribunal des Prud'hommes, une audience a eu lieu le 1^{er} février 2017. À la date d'arrêté des comptes consolidés, la décision n'a pas été rendue.

Dans l'attente, le ministère brésilien du Travail et de l'Emploi a tenté de contester l'injonction préliminaire qui avait été rendue par le Président de la Cour Suprême du Brésil, au travers d'un décret-loi visant à autoriser la publication de la liste noire. Dans le même temps, Atmosfera, qui avait saisi le Tribunal des Prud'hommes d'une demande visant à obtenir la suspension provisoire de son inscription sur liste noire dans l'attente du prononcé d'une décision au fond, a obtenu gain de cause le 7 avril 2015.



En France

➤ Enquête de la DIRECCTE

Le Groupe a connaissance d'une enquête en cours des autorités de concurrence françaises, notamment à la suite d'une plainte relative à certaines pratiques tarifaires du Groupe déposée par un gîte, client du Groupe, auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) des Pays de Loire. Le Groupe ne peut exclure que cette enquête soit étendue à d'autres pratiques que les seules pratiques tarifaires.

Aucune provision n'a été reconnue au 31 décembre 2016 compte tenu de la difficulté d'évaluer à ce stade si ce risque se concrétisera et ses éventuelles conséquences, notamment financières, pour le Groupe.

➤ Autre information

À la suite d'un accident survenu sur le site de la blanchisserie Carcassonne en mars 2012 ayant entraîné le décès d'un employé d'un fournisseur de produits lessiviels du Groupe se trouvant sur le site, la société M.A.J., a été citée à comparaître devant le tribunal correctionnel de Carcassonne pour avoir par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par les dispositions légales et réglementaires, involontairement causé la mort d'une personne. La peine d'amende maximale encourue est de 225 000 euros, cette amende pouvant être assortie de peines complémentaires telles que l'affichage de la décision ou la diffusion de celle-ci par voie de presse écrite. L'audience est prévue en mai 2017.

Note 8 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe.

Les actifs financiers qui pourraient par nature exposer le Groupe au risque de crédit ou de contrepartie sont principalement :

- les créances clients : le Groupe assure son risque client en France auprès d'une compagnie d'assurances reconnue. Les encours clients sont gérés de façon décentralisée par les

centres opérationnels et par la direction des grands comptes. Leur montant ainsi que leur ancienneté font l'objet d'un suivi détaillé, partie intégrante du système de reporting mensuel. En raison du nombre important de clients du Groupe, il n'existe pas de concentration significative du risque de crédit (poids significatif d'une ou plusieurs contreparties dans l'encours client). L'exposition maximale au risque de crédit se limite à la valeur des encours clients au bilan consolidé. L'échéance des créances clients se détaille comme suit :

	31/12/2016		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Non échus ou échus depuis moins de 4 mois	319 095	(1 104)	317 992
Échus entre 5 à 12 mois	17 948	(5 294)	12 654
Échus depuis plus d'un an	41 398	(30 956)	10 442
CLIENTS	378 441	(37 354)	341 087

	31/12/2015		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Non échus ou échus depuis moins de 4 mois	287 072	(1 212)	285 860
Échus entre 5 à 12 mois	7 944	(3 182)	4 762
Échus depuis plus d'un an	30 625	(25 244)	5 381
CLIENTS	325 641	(29 638)	296 003

➤ le Groupe a pour politique de placer sa trésorerie sur des OPCVM monétaires court terme ou en dépôts bancaires auprès des contreparties de financement du Groupe, dans un contexte de taux historiquement bas et significativement négatifs, dans le respect des règles de diversification et de qualité de contrepartie. Ainsi, au 31 décembre 2016, les placements à court terme, qui s'élèvent à 10,7 millions d'euros sont composés essentiellement de dépôt bancaire auprès de contrepartie de premier plan qui par ailleurs financent le Groupe. Selon le Groupe, ces placements ne l'exposent pas à un risque de contrepartie significatif.

Risque de liquidité

Le Groupe doit disposer à tout moment des ressources financières non seulement pour financer son activité courante mais aussi pour maintenir sa capacité d'investissement.

Le Groupe gère le risque de liquidité en surveillant constamment la durée des financements, la permanence des lignes de crédit disponibles et la diversification des ressources (financement bancaire ou obligataire/billets de trésorerie). Le Groupe gère par ailleurs avec prudence ses encours de trésorerie disponible et a mis en place dans les principaux pays où il opère une ou des conventions de gestion de trésorerie destinée à optimiser et faciliter les remontées de liquidités vers la société M.A.J., centrale de trésorerie du Groupe.

L'endettement net ajusté (des frais d'émission d'emprunts capitalisés restants à amortir selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et du compte courant bloqué de participation) du Groupe au 31 décembre 2016 s'élève à 1 595,8 millions d'euros.

Les contrats de prêt liés à ces dettes comportent des engagements juridiques et financiers habituels dans ce type de transactions et prévoient une exigibilité anticipée en cas de non-respect de ces engagements. Les engagements financiers prévoient notamment l'obligation pour le Groupe de maintenir les valeurs de ratios financiers. Au 31 décembre 2016, sur la base des présents comptes consolidés, le Groupe a satisfait la principale obligation :

➤ *Leverage Ratio* = 3,2 (doit être inférieur à 3,75).

Les échéances prévues de remboursement de la dette consolidée au 31 décembre 2016 et de versement des intérêts afférents à cette dette sont détaillées ci-après.

Les flux futurs contractuels sont présentés sur la base des encours au bilan à la clôture, sans présumer de toute décision de gestion ultérieure pouvant modifier de manière significative la structure de la dette financière du Groupe ou la politique de couverture. Les intérêts à verser correspondent au cumul des intérêts à verser jusqu'à l'échéance ou la date de remboursement prévue de la dette. Ils ont été estimés sur la base des taux « forward » calculés à partir de la courbe à la date de clôture.

	Valeur comptable	Flux de trésorerie 2017		Flux de trésorerie 2018		Flux de trésorerie 2019-2020-2021		Flux de trésorerie 2022 et au-delà		Estimation des flux futurs au 31/12/2016	
	Coût amorti	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts
<i>(en milliers d'euros)</i>											
Obligations High Yield 3 %	804 067		24 000		24 000		72 000		800 000		12 000
Contrat de Crédit Senior EURIBOR + 2,125 %	451 672		10 065		9 669	450 000	12 139			450 000	31 873
Swaps			7 163		6 312		7 319				20 794
Crédit relais/revolving	130 043	130 000	112							130 000	112
Billets de trésorerie	303 800	303 800								303 800	
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(22 827)										
Compte courant bloqué de participation	28 374	5 582	1 113	6 495	998	14 431	1 397		41	26 508	3 549
Crédit baux	12 746	2 255	234	2 484	506	2 831	1 168	5 150	3 508	12 720	5 416
Divers	59 315	46 847	492	5 611	337	5 170	414	776	133	58 404	1 376
Découverts bancaires	3 701	3 695	137							3 695	137
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	1 770 889	492 179	43 317	14 590	41 821	472 432	94 438	805 926	15 682	1 785 127	195 258



Risques de marché

Le groupe Elis est exposé aux risques de marché, notamment concernant le coût de sa dette et plus modérément lors de la réalisation de ses transactions en devises. Le programme de gestion des risques du Groupe, qui est centré sur le caractère imprévisible des marchés financiers, cherche à en minimiser les effets potentiellement défavorables sur sa performance financière. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions aux risques.

Risque de taux

Le risque de taux comprend essentiellement le risque de fluctuation des flux futurs sur l'endettement à taux variable, en partie basé sur l'EURIBOR. Au 31 décembre 2016, l'encours de la

dette à taux variable du Groupe s'élevait à 618,1 millions d'euros (avant prise en compte des instruments de couverture) et l'encours de la dette à taux fixe du Groupe s'élevait à 1 152,8 millions d'euros.

Afin de gérer efficacement ce risque, le Groupe a conclu un certain nombre de contrats de dérivés (*swaps*), aux termes desquels il s'est engagé à échanger à échéances données, la différence entre le taux fixe prévu dans le *swap* et le taux variable applicable à l'endettement concerné, sur la base d'un notionnel donné. Au 31 décembre 2016, le Groupe était partie à des contrats de couverture de taux d'intérêt portant sur un montant nominal de dette total de 450,0 millions d'euros. Ces contrats lui permettent de convertir à taux fixe une partie de la dette contractée à taux variable. Aucune garantie ne peut être donnée néanmoins quant à la capacité du Groupe à gérer de manière appropriée son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt à l'avenir ou à continuer à le faire à un coût raisonnable.

L'exposition nette au risque de taux au 31 décembre 2016, avant et après opération de couverture, est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Taux fixe	Taux variable		Échéances des dettes
			couvert	non couvert	
Obligations High Yield 3 %	804 067	804 067			2022
Contrat de Crédit Senior EURIBOR + 2,125 %	451 672		451 672		2020
Crédit relais/revolving	130 043			130 043	2017
Billets de trésorerie	303 800	303 800			Inf. à 12 mois
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(22 827)	(7 965)	(14 862)	0	
Compte courant bloqué de participation	28 374	28 374			
Crédit baux	12 746	12 311		434	
Divers	59 315	12 230	28 302	18 783	
Découverts bancaires	3 701			3 701	
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	1 770 889	1 152 816	465 112	152 961	

Conformément à la norme IFRS 7, une analyse quantitative de sensibilité à la variation des taux d'intérêt est présentée ci-dessous. Elle reflète l'impact de l'évolution des taux d'intérêt sur la charge financière, sur le résultat net et sur les capitaux propres.

L'analyse de la sensibilité aux taux d'intérêt s'analyse selon les hypothèses suivantes :

- l'évolution de la courbe des taux n'a pas d'impact sur les instruments financiers rémunérés sur la base d'un taux d'intérêt fixe, s'ils sont évalués au coût amorti ;
- l'évolution de la courbe des taux a une incidence sur les instruments financiers rémunérés sur la base d'un taux variable, dans le cas où ils ne sont pas désignés comme élément couvert. Une variation des taux a une incidence sur le coût de l'endettement financier brut et est donc inclus dans le calcul de la sensibilité du résultat et des capitaux propres au risque de taux ;

➤ l'évolution de la courbe des taux a une incidence sur la juste valeur d'un instrument financier dérivé éligible à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie. La variation de juste valeur de l'instrument affecte la réserve de couverture dans les capitaux propres. Cet effet est donc inclus dans le calcul de la sensibilité des capitaux propres au risque de taux ;

➤ l'évolution de la courbe de taux a une incidence sur les instruments financiers dérivés (*swaps* de taux d'intérêt, *caps*, etc.) qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture dans la mesure où cela affecte leur juste valeur, dont la variation est alors comptabilisée en compte de résultat. Cet impact est donc inclus dans le calcul de la sensibilité du résultat et des capitaux propres au risque de taux.

Avec ces hypothèses, l'incidence d'une variation de +/- 100 points de base des taux d'intérêt (choc instantané, parallèle sur toute la courbe, survenant le premier jour de l'exercice, puis aucun

changement du niveau des taux postérieurement), sur les résultats du groupe Elis se détaille comme suit :

(Nature)	+100 bp		-100 bp	
	Réserve de couverture	Résultat financier	Réserve de couverture	Résultat financier
Instruments financiers désignés comme instruments de couverture				
Instruments financiers non dérivés, à taux variable (non couverts)		1 398		(4 463)
Dérivés de taux (non éligibles à la comptabilité de couverture)		13 107		(13 664)
IMPACT TOTAL (AVANT IMPÔT)	0	14 505	0	(18 127)
Sensibilité des capitaux propres à la variation des taux	+100 bp	0,0 %	-100 bp	0,0 %
Sensibilité du résultat net consolidé à la variation des taux	+100 bp	-10,2 %	-100 bp	10,2 %

Par ailleurs, le Groupe ne détient pas d'actif significatif portant intérêt.

Risque de change

Le Groupe opère une grande partie de ses activités dans des pays de la zone euro. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, les pays hors zone euro, essentiellement le Brésil, le Chili, la Suisse et le Royaume-Uni où le Groupe exerce ses activités à travers sa filiale Kennedy Hygiene Products, représentaient 16,5 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, dont 7,5 % pour le Brésil, 1,3 % pour le Chili, 7,1 % pour la Suisse et 0,5 % pour le Royaume-Uni.

Lors de la préparation des états financiers consolidés du Groupe, celui-ci doit procéder à la conversion des comptes de ses filiales situées hors de la zone euro en prenant en compte les taux de change applicables. Par conséquent, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux de change des devises qui ont un impact comptable direct sur les comptes consolidés du Groupe. Cela se traduit par un aléa sur la conversion en euro des bilans et comptes de résultat des filiales étrangères en dehors de la zone euro.

Les financements externes du Groupe sont, en règle générale, libellés en euros.

Dans ce cadre, la sensibilité du Groupe à la variation des taux de change porte principalement, au 31 décembre 2016, sur :

- la variation du real brésilien contre l'euro : une hausse ou une baisse de 10 % du real brésilien par rapport aux cours constatés pendant l'exercice clos le 31 décembre 2016 aurait pour effet de faire varier le montant des capitaux propres et le résultat net consolidés de respectivement 23,1 millions d'euros et (0,5) million d'euros ;
- la variation du peso chilien contre l'euro : une hausse ou une baisse de 10 % du peso chilien par rapport aux cours constatés pendant l'exercice clos le 31 décembre 2016 aurait pour effet de faire varier le montant des capitaux propres et le résultat net consolidés de respectivement 2,0 millions d'euros et 0,2 million d'euros ;

➤ la variation de la livre sterling contre l'euro : une hausse ou une baisse de 10 % de la livre sterling contre l'euro par rapport aux cours constatés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 aurait pour effet de faire varier le montant des capitaux propres et le résultat net consolidés de respectivement 2,5 millions d'euros et 0,2 million d'euros ; et

➤ la variation du franc suisse contre l'euro : une hausse ou une baisse de 10 % du franc suisse contre l'euro par rapport aux cours constatés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 aurait pour effet de faire varier le montant des capitaux propres et le résultat net consolidés de respectivement 14,3 millions d'euros et 1,1 million d'euros.

Par ailleurs, le Groupe est exposé à un risque de change opérationnel lié à ses achats de marchandises, libellés pour partie en dollar américain et dans une moindre mesure en livre sterling. En 2016, les achats de marchandises libellés en devises étrangères s'élevaient à 46,0 millions de dollars américains et à 3,7 millions de livres sterling. Le Groupe s'efforce toutefois de réduire l'impact des variations de change sur son résultat par l'usage de couvertures de change au titre de ces approvisionnements de marchandises. Au 31 décembre 2016, le Groupe a acheté à terme 2017 un montant de 41,5 millions de dollars américains (contre 50,0 millions de dollars américains un an plus tôt). Par ailleurs, le Groupe a acheté à terme 2017 un montant de 4 millions de livres sterling.

En outre, le prix d'acquisition de Lavebras étant stipulé en réal brésilien, le Groupe se trouve exposé à un risque de change lié à la fluctuation de l'euro par rapport au real brésilien entre le 5 janvier 2017, date de signature de l'accord d'acquisition, et la date de réalisation de cette opération, prévue au cours du premier semestre 2017. Ce risque porte sur le montant du décaissement correspondant à l'acquisition de Lavebras, soit 1 300 millions de réaux (360 millions d'euros à taux de change de 3,60). À la date d'arrêtés des comptes consolidés, compte tenu de ses prévisions relatives à la fluctuation du real brésilien par rapport à l'euro en 2017, le Groupe n'a procédé à aucune couverture de ce risque de change.



Risque sur actions

Au 31 décembre 2016, l'exposition du Groupe au risque actions concerne principalement les 148 147 actions Elis détenues en autocontrôle dans le cadre du contrat de liquidité mis en œuvre le 13 avril 2015. Ces actions, sur la base du cours de clôture du 31 décembre 2016 (15,25 euros) représentent un montant de 2 259 milliers d'euros. À titre d'exemple, une variation de 10 % du cours de l'action Elis par rapport au cours du 31 décembre 2016 aurait un impact d'environ 226 milliers d'euros sur les capitaux propres du Groupe. Dans ce contexte, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de mettre en place une politique d'encadrement du risque actions.

Risque sur matières premières

Le Groupe n'achète pas directement de matières premières mais le Groupe est indirectement exposé à la volatilité des matières premières dans le cadre de ses achats de linge et de vêtements de travail dont une partie du prix de fabrication est lié au cours du coton ou du polyester, et via sa consommation de produits pétroliers (gaz et carburants notamment).

8.2 RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2016	2015
Charges financières sur emprunts et comptes courants de participation	(55 589)	(95 678)
TOTAL COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(55 589)	(95 678)
Produits et charges résultant de la négociation de dérivés	827	(6 317)
Autres produits financiers	127	389
TOTAL COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(54 635)	(101 606)
Différences positives de change	610	268
Différences négatives de change	(288)	(471)
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	(994)	(824)
Autres	(371)	(68 299)
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(1 043)	(69 326)
RÉSULTAT FINANCIER	(55 679)	(170 932)

Les évolutions constatées proviennent principalement :

- ➔ du refinancement qui a suivi l'introduction en bourse au 1^{er} semestre 2015. Le coût de l'endettement financier brut inclut en 2015 notamment une charge d'amortissement accélérée des frais d'émission d'emprunts de 24,9 millions d'euros ;
- ➔ des charges résultant de la négociation de dérivés relatives à la réduction le 11 mai 2015 du nominal des *swaps* de couverture de taux de 650 à 450 millions d'euros (notamment versement d'une soulte d'un montant de 8,4 millions d'euros) ;

- ➔ des pertes liées à l'extinction anticipée du montant en principal et des intérêts dus au titre des *Senior Secured Notes* et des *Senior Subordinated Notes* à échéance 2018 et au titre d'environ 40 % du prêt de Legendre Holding 27 (*PIK Proceeds Loan*). Elles figurent pour un montant de 68,9 millions d'euros dans la ligne « autres » du tableau ci-dessus pour l'année 2015.

8.3 ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

Les emprunts sont initialement comptabilisés à la juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement maintenus à leur coût amorti ; toute différence entre les produits (nets de coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée en résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le Groupe dispose d'un droit incondicional de différer le règlement

de la dette d'au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque le passif est éteint. Lorsqu'un échange de passif a lieu avec un prêteur, et que les termes sont sensiblement différents, un nouveau passif est comptabilisé.

Au 31 décembre 2016, la dette consolidée se détaille principalement comme suit :

Obligations 2022

Elis a émis le 28 avril 2015 des obligations pour un montant en principal de 800 millions d'euros et portant intérêt annuel au taux de 3 %, remboursables en 2022 (les « Obligations High Yield »). Les intérêts sont payables semestriellement. Les Obligations High Yield sont admises aux négociations sur le *Global Exchange Market* du *Irish Stock Exchange* (système multilatéral de négociation organisé au sens de la Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004, telle que modifiée).

Contrat de Crédit Senior

Elis a conclu un Contrat de Crédit Senior le 2 septembre 2014 avec un syndicat de banques internationales. Il a été modifié par la suite en date des 8 décembre 2014, 12 février 2015, 6 juillet 2015 et 15 décembre 2016 ; Elis et M.A.J. intervenant à la date des présentes en qualité d'emprunteurs.

Le Contrat de Crédit Senior prévoit deux lignes de crédit d'un montant total en principal de 850 millions d'euros se décomposant de la manière suivante :

- un prêt à moyen terme (*Senior Term Loan Facility*) d'un montant en principal de 450 millions d'euros, d'une maturité de cinq ans à compter de la date du règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'introduction en bourse ;
- et une ligne de crédit sécurisée (multi-tirable sous forme notamment de *Revolving Facility* ou de *Swingline*) d'un montant en principal de 400 millions d'euros, ayant la même échéance que *Senior Term Loan* (5 ans).
- Ce Crédit Senior a été refinancé en date du 17 janvier 2017 (voir note 12).

Contrat de Crédit-relais

Elis a conclu un contrat de crédit-relais (*bridge loan*) le 10 novembre 2016 avec un syndicat bancaire pour un montant total en principal de 550 millions d'euros, ayant pour objet notamment le financement du prix d'acquisition d'Indusal et Lavebras, ainsi que le paiement des coûts et dépenses afférents et le paiement de tout montant dû en vertu du refinancement de l'endettement existant de Indusal et de Lavebras. Ce contrat est divisé en deux tranches :

- une tranche 1, « *bridge to equity* », d'un montant de 325 millions d'euros, non tirée au 31 décembre 2016 ;
- une tranche 2, « *bridge to debt* », d'un montant de 225 millions d'euros, tirée à hauteur de 130 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Billets de trésorerie

Le Groupe a lancé au mois de septembre 2015 l'émission d'un programme de billets de trésorerie régi par l'article D. 213-9, II, 1° et 213-11 du Code monétaire et financier et l'article 1 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures, d'un montant maximum de 400 millions d'euros. En complément du financement bancaire, ce programme permet au groupe Elis d'accéder à des ressources de court terme à des conditions favorables. Au 31 décembre 2016, l'encours des billets de trésorerie était de 303,8 millions d'euros contre 169,5 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le Groupe dispose au 31 décembre 2016 d'une ligne de crédit revolving non utilisée pour un montant d'environ 400 millions d'euros.



Échéancier des dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2016	2017	2018	2019-2021	2022 et au-delà
Obligations <i>High Yield</i> 3 %	804 067	4 067	0	0	800 000
Contrat de Crédit Senior EURIBOR + 2,125 %	451 672	1 672	0	450 000	0
Crédit relais/revolving	130 043	130 043			
Billets de trésorerie	303 800	303 800	0	0	0
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(22 827)	(6 419)	(5 989)	(9 884)	(536)
Compte courant bloqué de participation	28 374	6 616	6 844	14 914	0
Crédit baux	12 746	2 258	2 566	2 772	5 150
Divers	59 315	47 747	5 622	5 248	698
Découverts bancaires	3 701	3 701	0	0	0
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	1 770 889	493 485	9 043	463 050	805 312

8.4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à très court terme ayant des échéances initiales

inférieures ou égales à trois mois ainsi que les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les emprunts, en passifs courants.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et équivalent de trésorerie contient :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes à vue	158 864	22 018
Dépôt à terme et valeurs mobilières de placement	10 714	34 703
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'ACTIF	169 578	56 722
Trésorerie classée en actifs détenus en vue de la vente	0	0
Découverts bancaires	(3 701)	(897)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, NET	165 877	55 825

En Amérique latine, où il peut exister des restrictions sur le contrôle des changes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 19 456 milliers d'euros au 31 décembre 2016 (3 965 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

En France, la trésorerie mobilisée dans le cadre du contrat de liquidité mis en place le 10 avril 2015 par Elis s'élève à 1 512 milliers d'euros au 31 décembre 2016 (812 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

8.5 ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
EMPRUNT OBLIGATAIRE	800 000	800 000
Crédit Senior	450 000	450 000
Crédit relais/revolving	130 000	50 000
Billets de trésorerie	303 800	169 500
Dettes de crédit bail	12 746	8 335
Autres emprunts et découverts bancaires	62 137	12 446
Compte-courant bloqué de participation des salariés	28 374	33 864
EMPRUNTS	987 057	724 145
INTÉRÊTS COURUS	6 660	6 620
FRAIS D'ÉMISSIONS D'EMPRUNTS RESTANTS À AMORTIR	(22 827)	(27 862)
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	1 770 889	1 502 902
Dont part des dettes financières à moins d'un an	494 092	235 482
Dont part des dettes financières à plus d'un an	1 276 797	1 267 421
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (ACTIFS)	169 578	56 722
SOLDE ENDETTEMENT NET	1 601 311	1 446 181
Répartition par devises des emprunts et dettes financières		
EUR	1 765 636	1 493 522
BRL	299	1 215
CHF	2 575	3 840
CLP	2 380	4 325
COP	0	0
CZK	0	0
GBP	0	0
Réconciliation avec la dette nette ajustée		
Solde Endettement net	1 601 311	1 446 181
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	22 827	27 862
Compte-courant bloqué de participation des salariés	(28 374)	(33 864)
Dettes nettes ajustées	1 595 765	1 440 179



8.6 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Comptabilisation initiale des actifs et des passifs financiers

À la date d'entrée au bilan, l'instrument est enregistré initialement à la juste valeur de ce qui est donné (pour les actifs) ou reçu (pour les passifs). La juste valeur est déterminée par référence au prix convenu lors de l'opération ou par référence à des prix de marché pour les transactions comparables. En l'absence de prix du marché, la juste valeur est calculée par actualisation des flux futurs de l'opération ou par un modèle. L'actualisation n'est pas nécessaire si son incidence est négligeable. Aussi, les créances et dettes à court terme nées du cycle d'exploitation ne sont pas actualisées.

Les coûts directement liés à la transaction (frais, commissions, honoraires, taxes...) sont ajoutés à la valeur d'entrée des actifs et déduits de celle des passifs.

Juste valeur et valeur comptable des actifs et passifs financiers

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- les éléments comptabilisés à la juste valeur par résultat sont évalués par référence à leur prix de marché pour les instruments cotés (juste valeur de niveau 1 – prix coté sur un marché actif) ;
- les instruments dérivés non courants sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés (EURIBOR...) sur le marché interbancaire (juste valeur de niveau 2 – évaluation basée sur des données observables sur le marché) ;
- les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). La juste valeur présentée intègre l'évolution des taux d'intérêt pour la dette à taux fixe et l'éventuelle évolution du risque crédit du Groupe pour l'ensemble de la dette ;
- la juste valeur des créances et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu de leur échéance à court terme.

	31/12/2016		Ventilation par catégorie d'instrument financier				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Actifs disponibles à la vente (non courants)	85	85		85			
Autres actifs non courants	4 230	4 230			4 230		0
Clients et autres débiteurs	392 613	392 613			392 613		
Autres actifs courants	16 972	16 972			14 199		2 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie	169 578	169 578	169 578				
ACTIFS FINANCIERS	583 479	583 479	169 578	85	411 042	0	2 773
Emprunts et dettes financières	1 276 797	1 297 747				1 276 797	
Autres passifs non courants	22 611	22 611			3 256		19 356
Fournisseurs et autres créditeurs	162 554	162 554			162 554		
Autres passifs	296 283	296 283			296 283		0
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	494 092	499 903				494 092	
PASSIFS FINANCIERS	2 252 338	2 279 099	0	0	462 093	1 770 889	19 356

	31/12/2015		Ventilation par catégorie d'instrument financier				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Actifs disponibles à la vente (non courants)	146	146		146			
Autres actifs non courants	5 757	5 757			5 757		0
Clients et autres débiteurs	356 847	356 847			356 847		
Autres actifs courants	13 799	13 799			11 746		2 053
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 722	56 722	56 722				
ACTIFS FINANCIERS	433 270	433 270	56 722	146	374 350	0	2 053
Emprunts et dettes financières	1 267 421	1 275 622				1 267 421	
Autres passifs non courants	38 926	38 926			19 666		19 260
Fournisseurs et autres créditeurs	134 999	134 999			134 999		
Autres passifs	243 544	243 544			243 544		0
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	235 482	241 124				235 482	
PASSIFS FINANCIERS	1 920 372	1 934 215	0	0	398 209	1 502 903	19 260

Le tableau ci-après précise le niveau auquel chaque juste valeur est classée dans la hiérarchie de juste valeur :

	31/12/2016		Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Dérivés actifs courants (change à terme)		2 773		2 773	
ACTIFS MESURÉS À LA JUSTE VALEUR		2 773	0	2 773	0
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)		19 356		19 356	
PASSIFS MESURÉS À LA JUSTE VALEUR		19 356	0	19 356	0
Obligations <i>High Yield</i> 3 %		808 000	808 000		
PASSIFS DONT LA JUSTE VALEUR EST UTILISÉE DANS L'ANNEXE		808 000	808 000	0	0

	31/12/2015		Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Dérivés actifs courants (change à terme)		2 053		2 053	
ACTIFS MESURÉS À LA JUSTE VALEUR		2 053	0	2 053	0
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)		19 260		19 260	
PASSIFS MESURÉS À LA JUSTE VALEUR		19 260	0	19 260	0
Obligations <i>High Yield</i> 3 %		780 800	780 800		
PASSIFS DONT LA JUSTE VALEUR EST UTILISÉE DANS L'ANNEXE		780 800	780 800	0	0



8.7 AUTRES ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés en actifs non courants.

Les engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle donnent lieu à la comptabilisation d'une dette. Les variations ultérieures de valeur du prix d'exercice de l'option de vente sont enregistrées, conformément à la norme IAS 39.AG8, en résultat au sein des « Autres produits et charges opérationnels ».

<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	31/12/2016	31/12/2015
Instruments dérivés actifs non courants	8.8	0	0
Prêts et créances à long terme		4 230	5 757
AUTRES ACTIFS NON COURANTS		4 230	5 757
Instruments dérivés passifs non courants	8.8	19 356	19 260
Dette liée aux paiements différés relatifs aux acquisitions		326	19 602
Dette liée aux engagements de rachats des participations ne donnant pas le contrôle		1 820	125
Autres passifs non courants		1 110	(61)
AUTRES PASSIFS NON COURANTS		22 611	38 926

8.8 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Qu'ils entrent dans une relation de couverture ou non, les instruments financiers dérivés sont initialement évalués à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivé ; ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur.

La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférent dépend de la désignation ou non du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. Ainsi, le Groupe désigne les dérivés comme :

- couverture d'un risque spécifique associé à un passif comptabilisé ou à une transaction future hautement probable (couverture de flux de trésorerie) ;
- couverture de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé (couverture de juste valeur) ;
- instrument dérivé ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture.

L'impact de la variation de juste valeur des instruments dérivés inclus dans des relations de couverture dites de « juste valeur » et des instruments dérivés non qualifiés comptablement de couverture au cours de l'exercice est enregistré en compte de résultat. En revanche, l'impact de la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés inclus dans des relations de couverture dites de « flux futurs » est comptabilisé directement en capitaux propres, la part inefficace étant comptabilisée en compte de résultat.

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture. Le Groupe documente également l'évaluation, tant au commencement de l'opération de couverture qu'à titre permanent, du caractère hautement efficace des dérivés utilisés pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de

l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actifs ou en passifs courants.

Cas des dérivés inclus dans des relations de couvertures de flux futurs

La part efficace des variations de la juste valeur d'instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels est comptabilisée directement en capitaux propres. Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement dans le résultat net. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Lorsque le dénouement de la transaction donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier (par exemple une immobilisation ou un stock), le montant des gains ou pertes de couverture, différés en capitaux propres, est incorporé à la valeur d'entrée de l'élément couvert au bilan (méthode dite du *basis adjustment*).

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres à cette date est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement reclassé en résultat lorsque la transaction prévue est in fine comptabilisée en résultat. Lorsqu'il n'est pas prévu que la transaction se réalise, le profit ou la perte cumulé qui était inscrit en capitaux propres est immédiatement reclassé au compte de résultat.

Cas des dérivés non qualifiés de couverture

Leurs variations de juste valeur au cours de l'exercice sont enregistrées en compte de résultat.

Dérivés de taux

Les dérivés de taux sont classés dans les actifs et passifs non courants (voir la note 8.7 « Autres actifs et passifs non courant »).

Les *swaps* de taux utilisés par le Groupe permettent de convertir à taux fixe une partie de la dette contractée à taux variable.

Les dérivés de taux sont évalués sur la base de données de marché à la date de clôture (courbe des taux d'intérêt de laquelle est déduite la courbe zéro coupon). Leur juste valeur, de niveau 2, est calculée à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie.



Le tableau ci-après détaille l'incidence des dérivés de taux sur les comptes consolidés de Elis.

(en milliers d'euros)	Nominal	Justes valeurs au 31/12/2016	Variations de justes valeurs sur l'exercice	Impact résultat financier ^(a)	Impact capitaux propres
Swaps de taux échéance 2020 1,143 %	450 000	18 702	501	872	(371)
Autres swaps de taux	28 302	654	(23)	(45)	23
TOTAL DES DÉRIVÉS PASSIFS NON COURANTS		19 356			
TOTAL DES DÉRIVÉS DE TAUX ÉLIGIBLES À LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE		19 356	478	827	(348)

➤ Compte tenu des taux « forward » négatifs jusqu'à l'échéance des swaps, la comptabilisation de couverture a été déqualifiée à compter du 1^{er} juillet 2016.

(en milliers d'euros)	Nominal	Justes valeurs au 31/12/2015	Variations de justes valeurs sur l'exercice	Impact résultat financier ^(a)	Impact capitaux propres
Swaps de taux échéance 2020 1,143 % ^(a)	450 000	19 203	(2 225)	(6 283)	4 058
Autre swap de taux	909	57			
TOTAL DES DÉRIVÉS PASSIFS NON COURANTS		19 260			
TOTAL DES DÉRIVÉS DE TAUX ÉLIGIBLES À LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE		19 260	(2 225)	(6 283)	4 058

(a) Part inefficace/effet de la restructuration de dérivés pour les instruments éligibles à la comptabilité de couverture, variation de juste valeur pour les autres dérivés.

(b) Nominal réduit à 450 millions d'euros pendant l'exercice, contre versement d'une soule.

Dérivés de change

Les achats à terme de devises sont classés dans les actifs et passifs courants (voir la note 4.7 « Autres actifs et passifs »).

(en milliers d'euros)	Nominal (en devises étrangères)	Justes valeurs au 31/12/2016	Variations de justes valeurs sur l'exercice	Impact résultat financier	Impact capitaux propres
Change à terme USD/EUR	41 500	2 546	493	169	324
Change à terme GBP/EUR	4 000	227	227	0	226
TOTAL DES AUTRES DÉRIVÉS ACTIFS COURANTS		2 773	720	169	551
Change à terme USD/EUR					
TOTAL DES AUTRES DÉRIVÉS PASSIFS COURANTS		0			
TOTAL DES DÉRIVÉS DE CHANGE		2 773	720	169	551

(en milliers d'euros)	Nominal (en devises étrangères)	Justes valeurs au 31/12/2015	Variations de justes valeurs sur l'exercice	Impact résultat financier	Impact capitaux propres
Change à terme USD/EUR	50 000	2 053	(781)	(34)	(747)
TOTAL DES AUTRES DÉRIVÉS ACTIFS COURANTS		2 053	(781)	(34)	(747)
Change à terme USD/EUR					
TOTAL DES AUTRES DÉRIVÉS PASSIFS COURANTS		0			
TOTAL DES DÉRIVÉS DE CHANGE		2 053	(781)	(34)	(747)

8.9 ENGAGEMENTS HORS BILAN LIÉS AU FINANCEMENT DU GROUPE ET AUTRES ENGAGEMENTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Cession et nantissement de créances à titre de garantie		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	47 865	
Avals, cautions et garanties données	7 938	24 229
Autres engagements donnés		
Engagement reçus		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avals, cautions et garanties reçues	12 532	9 694
Autres engagements reçus		



Note 9 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Impôt sur le résultat exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles au titre de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les règles fiscales appliqués pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible relatif à des éléments comptabilisés hors résultat est comptabilisé hors résultat.

Impôt sur le résultat différé

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables sauf :

- lorsque le passif d'impôt différé résulte de la reconnaissance initiale d'un écart d'acquisition ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, lors de son occurrence, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte imposable ; et
- pour les différences temporelles taxables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, lorsque la date à laquelle la différence temporelle s'inversera peut être contrôlée et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible sur lequel ces différences temporelles déductibles, reports en avant de

pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés :

- sauf quand l'actif d'impôt différé lié à la différence temporelle déductible est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ; et
- pour les différences temporelles déductibles liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, des actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible et qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel pourra s'imputer la différence temporelle.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'apparaît plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôts différés non reconnus sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et règles fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés relatifs aux éléments reconnus hors résultat sont comptabilisés hors résultat.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

(en milliers d'euros)	2016	2015
Résultat net consolidé	93 660	(57 719)
Sociétés mises en équivalence	0	0
Impôt courant	47 618	16 314
Impôt différé	(9 564)	(17 243)
Résultat avant impôt	131 714	(58 648)
Taux théorique	34,43 %	34,43 %
IMPÔT THÉORIQUE	45 349	(20 193)
IMPÔT RÉEL	38 054	(929)
Incidence d'impôts dont la base diffère du résultat net ^(a)	10 300	10 199
ÉCART	17 595	(9 065)
Justification de l'écart		
Différences de taux d'impôts et opérations imposées à taux réduit	18 298	2 398
Différences permanentes (dont intérêts non déductibles)	(8 096)	(15 101)
Reports déficitaires non constatés/Utilisation de déficits reportables non activés	(2 324)	(656)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisitions	0	(5 018)
Autres différences (CVAE déductible, CICE non taxable...)	9 717	9 312

(a) CVAE en France, IRAP en Italie

La ligne « Différences de taux d'impôts et opérations imposées à taux réduit » inclut un montant de 15,0 millions d'euros lié au changement de taux d'impôt voté en France ramenant le taux à

28,92 % (y compris contribution additionnelle à l'IS) pour toutes les sociétés à partir de 2020 (contre 34,43 % en 2016).

Les sources de l'impôt différé actif et passif sont les suivantes (en impôt) :

(en milliers d'euros)	31/12/2015 net	Variations de périmètre	Transfert en impôt courant	Résultat	Éléments comptabilisés directement en capitaux propres	31/12/2016 net
Immobilisations Incorporelles	(114 244)	(1 069)	0	24 436	(370)	(91 247)
Immobilisations Corporelles	(115 805)	(2 007)	0	8 538	(127)	(109 402)
Autres actifs	842	709	0	(278)	(112)	1 160
Instruments dérivés actifs	(707)	0	0	(58)	(190)	(955)
Provisions	7 545	0	0	(1 370)	767	6 942
Passifs liés aux avantages au personnel	14 296	0	0	(2 057)	561	12 800
Emprunts et dettes financières	(8 994)	0	0	1 808	(204)	(7 390)
Instruments dérivés passif	6 627	142	0	(300)	123	6 591
Autres passifs courants	3 414	1 445	0	2 162	14	7 036
Autres	(33)	0	0	387	(70)	284
Pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés/ Déficits activés	35 717	3 654	0	(23 703)	1 080	16 749
ACTIFS (PASSIFS) D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	(171 341)	2 874	0	9 564	1 472	(157 432)
Actifs d'impôts différés	12 478	6 872			1 325	19 414
Passifs d'impôts différés	(183 819)	(3 998)			147	(176 845)

Des impôts différés actifs sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que des bénéficiaires imposables futurs seront disponibles.

Les pertes fiscales pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan s'élèvent au 31 décembre 2016 à un montant de 42,6 millions d'euros (en base). La plus grande partie de ces déficits fiscaux, qui sont relatifs en quasi-totalité aux filiales étrangères, n'a pas de date d'expiration.



Note 10 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

10.1 INFORMATIONS SUR LE CAPITAL ET LES RÉSERVES

Évolution du capital

Nombre d'actions au 31 décembre 2014	49 761 041
Nombre d'actions au 31 décembre 2015	114 006 167
Nombre d'actions au 31 décembre 2016	114 006 167
Nombre d'actions autorisées	114 006 167
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	114 006 167
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	-
Valeur nominale de l'action	10,00
Actions de l'entité détenue par elle-même	119 000
Actions réservées pour une émission dans le cadre d'option et de contrat de vente	-

Le 10 février 2015, préalablement à l'introduction en bourse de Elis, les opérations suivantes sur le capital de la Société ont été réalisées :

- augmentation du capital social d'un montant de 19 398 milliers d'euros par suite de l'exercice des bons de souscription d'actions par Quasarelis SAS et Eurazeo (respectivement 14 700 milliers d'euros et 4 698 milliers d'euros). Au 31 décembre 2015, il n'existe plus de bon de souscription exerçable ;
- augmentation du capital social d'un montant de 16 319 milliers d'euros par l'émission de 1 631 863 actions nouvelles de rémunération de l'apport consenti à Elis dans le cadre de la fusion-absorption de la société Quasarelis SAS aux termes d'un projet de traité de fusion en date du 22 décembre 2014. Le montant de la prime de fusion s'établit à 4 864 milliers d'euros. L'augmentation de capital a été suivie d'une réduction de capital d'un montant de 16 354 milliers d'euros par annulation de 1 635 406 actions détenues en propres par Elis par l'effet de la fusion. La différence entre la valeur comptable des actions Elis figurant dans les livres de Quasarelis SAS et leur valeur nominale, soit la somme de 3 463 milliers euros a été imputée sur la prime de fusion qui est déduite en conséquence ;
- augmentation du capital social en numéraire d'une somme de 84 627 milliers d'euros par l'émission de 8 462 715 actions nouvelles de 10 euros chacune de valeur nominale, émises au prix de souscription de 13 euros par action, soit une prime d'émission de 3 euros par action, représentant un montant total

de prime d'émission de 25 388 milliers d'euros. L'intégralité de cette augmentation de capital a été souscrite par la société Legendre Holding 27, qui a libéré le montant de sa souscription par compensation avec la créance détenue à l'encontre de la Société au titre du prêt d'actionnaire, lequel a donc été intégralement intégré au capital.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société, le capital social a été augmenté de 538 462 milliers d'euros par l'émission de 53 846 153 actions nouvelles de 10 euros de nominale chacune, émises au prix de souscription de 13 euros par action, soit un montant de prime d'émission de 3 euros par action, représentant un montant total de prime d'émission de 161 538 milliers d'euros (avant comptabilisation des frais d'émissions net de l'économie d'impôt pour un montant de 10 002 milliers d'euros).

Aucun mouvement sur le capital social n'a eu lieu au cours de l'exercice 2016.

Par ailleurs, le Groupe a mis en œuvre le 13 avril 2015 un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers le 8 mars 2011 et approuvée par l'Autorité des marchés financiers par décision du 21 mars 2011. Les moyens affectés à la mise en œuvre du contrat de liquidité et portés au crédit du compte de liquidité sont de 3 000 milliers d'euros. Au 31 décembre 2016, les actions autodétenues représentent 119 000 titres, soit sur la base du cours historique un montant de 1 760 milliers d'euros, portées en moins des capitaux propres (148 147 titres soit 2 150 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

10.2 DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS PAYÉS ET PROPOSÉS

L'assemblée générale du 24 juin 2015 a décidé la distribution d'un montant de 0,35 euro par action. La distribution ainsi versée aux actionnaires s'est élevée à 39 881 milliers d'euros.

L'assemblée générale du 27 mai 2016 a décidé la distribution d'un montant de 0,35 euro par action. La distribution ainsi versée aux actionnaires s'est élevée à 39 871 milliers d'euros.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale annuelle de distribuer un montant de 0,37 euro par action soit environ 51,8 millions d'euros.

10.3 RÉSULTATS PAR ACTION

Des changements sur le nombre d'actions ordinaires, tels que décrits à la note 10.1 « Informations sur le capital et les réserves » sont survenus au cours de l'exercice. Ainsi les calculs des résultats par action (de base et dilué), pour la période concernée, ont été réalisés sur la base du nouveau nombre d'actions. Les résultats par action de la période précédente présentée ont été ajustés rétrospectivement.

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation cours de l'année.

(en milliers d'euros)	2016	2015
RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	93 669	(58 194)
Nombre moyen pondéré d'actions	113 877 072	106 461 658
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat par action dilué	114 135 536	106 461 658

Résultat dilué par action

Pour le calcul du résultat dilué par action, le dénominateur est majoré du nombre d'actions qui pourraient potentiellement être créées et le numérateur est ajusté de tout dividende, intérêts comptabilisés au cours de la période et de tout autre changement dans les produits et charges qui résulterait de la conversion des actions ordinaires potentiellement dilutives.

Toutefois, le calcul du résultat dilué par action ne tient pas compte d'hypothèses de conversion, d'exercice ou d'autres émissions d'actions potentielles qui pourraient avoir un effet anti-dilutif sur le résultat par action (c'est-à-dire qui n'augmente pas la perte par action).

Note 11 INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Les principales transactions réalisées sont celles avec la société Legendre Holding 27 au cours de l'exercice 2015 :

(en milliers d'euros)	2016	2015	31/12/2016	31/12/2015
	Charges	Charges	Dettes envers les parties liées	Dettes envers les parties liées
Entité qui a une influence notable sur le Groupe				
Legendre Holding 27 (intérêts)	-	(2 482)	-	-
Legendre Holding 27 (pénalités PIK proceed note)	-	(8 678)	-	-

Par ailleurs, dans le cadre de la convention d'engagement entre Elis, Eurazeo et les banques chargées du placement dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société, Elis et Eurazeo ont respectivement supporté en 2015 un montant de 11,9 millions d'euros et de 2,6 millions euros.

À l'exception de la rémunération des dirigeants figurant à la note 5.5, il n'existe pas d'autres transactions avec des parties liées au cours de l'exercice 2016.



Filiales et entreprises consolidées

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Elis et des filiales, toutes consolidées par intégration globale, énumérées dans le tableau suivant :

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 2016	% d'intérêts 2015
Elis	St-Cloud	Société Mère	100	100
FRANCE				
M.A.J.	Pantin	Services textiles & hygiène	100	100
Les Lavandières	Avrillé	Services textiles & hygiène	100	100
Régionale de Location et Services Textiles	Marcq en Baroeul	Services textiles & hygiène	100	100
Pierrette - T.B.A.	Malzeville	Services textiles & hygiène	100	100
Le Jacquard Français	Gerardmer	Entité manufacturière	100	100
Elis Services	St-Cloud	Autre activité	100	100
Thimeau	Meaux	Services textiles & hygiène	100	100
Grenelle Service	Gennevilliers	Services textiles & hygiène	100	100
Maison de Blanc Berrogain	Anglet	Services textiles & hygiène	100	100
Société des Oreillers et Couvertures	St-Cloud	Autre activité	100	100
Pro Services Environnement	Rochetoirin	Services textiles & hygiène	100	100
Poulard 1836	Nanterre	Sans activité	-	Fusion
AD3	Dardilly	Services textiles & hygiène	100	100
Novalis	Puteaux	Autre activité	-	Fusion
S.C.I. Château de Janville	St-Cloud	Autre activité	100	100
Lovetra	St Ouen l'Aumône	Services textiles & hygiène	100	100
G.I.E. Eurocall Partners	Villeurbanne	Autre activité	100	100
Blanchisserie Moderne	Montlouis sur Loire	Services textiles & hygiène	96	96
S.C.I. Maine Beauséjour	Limoges	Autre activité	100	-
S.C.I. La Forge	Bondoufle	Autre activité	100	100
Société de Participations Commerciales et Industrielles	St Ouen l'Aumône	Autre activité	100	100
S.C.I. 2 Sapins	Grenoble	Autre activité	100	100
SHF Holding	St-Cloud	Autre activité	100	100
SHF	St-Cloud	Services textiles & hygiène	100	100
BMF	Yerres	Services textiles & hygiène	100	-
LSP	St-Cloud	Services textiles & hygiène	100	-
Hygiène Technique et Protection de l'Environnement	Bobigny	Services textiles & hygiène	100	-
Sud-Ouest Hygiène Services	Puteaux	Services textiles & hygiène	-	Fusion
Blanchisserie Professionnelle d'Aquitaine	Mios	Services textiles & hygiène	96	96
Aquitaine Services Développement	Mios	Autre activité	100	100
France Tapis Hygiène Service	Marcq en Baroeul	Services textiles & hygiène	Fusion	100
Districlean Service	Puteaux	Services textiles & hygiène	-	Fusion
Hygiène Contrôle Île-de-France	Serris	Services textiles & hygiène	100	100
Quasarelis	Puteaux	Autre activité	-	Fusion

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 2016	% d'intérêts 2015
ALLEMAGNE				
Elis Holding GmbH	Rehburg-Loccum	Autre activité	100	100
Elis Textil-Service GmbH	Mörtenbach	Services textiles & hygiène	100	100
RWV Textilservice Beteiligungs GmbH	Rehburg-Loccum	Autre activité	Fusion	100
Schäfer Wäsche-Vollservice GmbH	Ibbenbüren	Services textiles & hygiène	100	100
Rolf und Horst Schäfer GmbH & Co. KG	Ibbenbüren	Autre activité	100	100
Wolfesperger Textilservice GmbH & Co. KG	Freiburg im Breisgau	Services textiles & hygiène	100	100
Wolfesperger Verwaltungs GmbH	Freiburg im Breisgau	Autre activité	100	100
Cleantex Potsdam Textilpflege GmbH	Potsdam	Services textiles & hygiène	100	100
Kress Textilpflege GmbH	München-Trudering	Services textiles & hygiène	100	100
Zischka Textilpflege GmbH	Ochtendung	Services textiles & hygiène	100	100
Wismarer Wäscherei GmbH	Wismar	Services textiles & hygiène	100	-
KlinTex GmbH	Waren/Müritz	Autre activité	100	-
Textilpflege Stralsund GmbH	Stralsund	Services textiles & hygiène	100	-
Textilpflege Stralsund Verwaltungs GmbH	Stralsund	Autre activité	Fusion	-
Puschendorf Textilservice GmbH Mannheim	Mannheim	Textile & hygiene services	100	-
Servicegesellschaft der Zentralwäscherei Rein-Neckar mbH	Mannheim	Autre activité	100	-
Puschendorf Textilservice GmbH	Schönebeck/Elbe	Textile & hygiene services	100	-
ANDORRE				
Auxiliar Hotelera Arly	Andorra	Services textiles & hygiène	100	100
Arly les Valls (en liquidation)	Andorra	Autre activité	100	100
BELGIQUE				
Hades	Anderlecht	Services textiles & hygiène	100	100
BRÉSIL				
Atmosfera Gestao e Higienização de Têxteis Ltda	Jundiai	Services textiles & hygiène	100	100
SC Lavanderia Ltda	Sete Lagoas	Services textiles & hygiène	-	Fusion
L'Acqua Lavanderias Ltda	Ponta Grossa	Services textiles & hygiène	100	100
AJS Industria e Comercio de Confeccoes Ltda	Eusébio	Autre activité	Liquidation	100
Teclav Tecnologia e Lavagem Industrial Ltda	Eusébio	Services textiles & hygiène	100	100
Lavanderia Verde Ltda	Caieiras	Autre activité	100	100
Martins e Lococo Lavanderia Ltda	Caieiras	Services textiles & hygiène	100	100
Reis & Nóbrega Lavanderia Ltda	Fortaleza	Services textiles & hygiène	100	100
MPW Lavanderia, Comércio e Serviços Ltda	Piracicaba	Services textiles & hygiène	100	100
Lavanderia Espírito Santo Norte Ltda	Serra	Services textiles & hygiène	Fusion	100
Megalav Lavanderia Hospitalar Ltda	Serra	Services textiles & hygiène	100	100
Uniforme Lavanderia e Locação Eireli EPP	Camaçari	Services textiles & hygiène	100	-
Prontlav Lavanderia Ltda	Fortaleza	Services textiles & hygiène	100	-
Toalhão locação e Higienização de Enxoval Ltda	Fortaleza	Services textiles & hygiène	100	-
CHILI				
Elis Chile S.A.	Santiago	Autre activité	100	100
Albia S.A.	Recoleta	Services textiles & hygiène	100	100
Servicios Hospitalarios S.A.	Recoleta	Services textiles & hygiène	100	100
COLOMBIE				
Servicios Industriales de Lavado SIL S.A.S.	Bogota D.C.	Textile & hygiene services	100	-



Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 2016	% d'intérêts 2015
ESPAGNE				
Elis Manomatic	Parets del Vallès (Barcelona)	Services textiles & hygiène	100	100
Azelab Productos	Parets del Vallès (Barcelona)	Services textiles & hygiène	Fusion	100
Explotadora de Lavanderías	Consell (Mallorca)	Services textiles & hygiène	Fusion	100
Lavandería Hotelera Del Mediterraneo	La Nucia (Alicante)	Services textiles & hygiène	100	100
Lavalía Balears Servicios y Renting Textil	La Nucia (Alicante)	Services textiles & hygiène	100	100
Lavalía Sur Servicios y Renting Textil	La Nucia (Alicante)	Sans activité	En liquidation	100
Lavalía c. e. e.	La Nucia (Alicante)	Sans activité	100	100
UTE Elis Indusal	Parets del Vallès (Barcelona)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal Centro, S.A.	Guadalajara (Guadalajara)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal Navarra, S.A.	Marcilla (Navarra)	Textile & hygiene services	100	-
Lavanderías del Ebro, S.A.	Huesca (Huesca)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal Rías Baixas, S.A.	Porriño (Pontevedra)	Textile & hygiene services	100	-
Lavandería Industrial Navarra, S.A.	Tudela (Navarra)	Textile & hygiene services	100	-
Lavandería Industrial Olimpia, S.L.	Mutilva Baja (Navarra)	Textile & hygiene services	100	-
Servicios de Lavandería Industrial de Castilla la Mancha, S.A.	Yeles (Toledo)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal Alandalus, S.L.	Córdoba (Córdoba)	Textile & hygiene services	100	-
Ibérica de Renting y Lavanderías Industriales, S.A.	Venta de Baños (Palencia)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal, S.A.	Arrigorriaga (Vizcaya)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal Renting Cataluña, S.A.	Arrigorriaga (Vizcaya)	Textile & hygiene services	100	-
Industrias del Lavado y Planchado, S.L.	Quart de Poblet (Valencia)	Textile & hygiene services	100	-
Lavandería Miele, S.L.	Sueca (Valencia)	Textile & hygiene services	100	-
Lavandería Indusal Cantabria, S.A.	Cabezón de la Sal (Cantabria)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal Rías Altas, S.A.	Sergude Boqueixon (A Coruña)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal La Rioja, S.L.	Quel (La Rioja)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal Castilla La Mancha, S.A.	Alcázar de San Juan(Ciudad Real)	Dormant	100	-
Indusal Renting Catalunya Siglo XXI, S.L.	Vilafranca del Penedés (Barcelona)	Dormant	100	-
Lavandería Industrial La Condesa, S.L.	Venta de Baños (Palencia)	Textile & hygiene services	100	-
Indusal Galicia Siglo XXI, S.L.	Porriño (Pontevedra)	Autre activité	100	-
Tudela Patrimonial Siglo XXI, S.L.	Tudela (Navarra)	Autre activité	100	-
Rías Altas Patrimonial Siglo XXI, S.L.	Sergude Boqueixon (A Coruña)	Autre activité	100	-
Serlasa Patrimonial Siglo XXI, S.L.	Abanto y Ciervana (Vizcaya)	Autre activité	51	-
Naserinco Patrimonial S. XXI, S.L.	Tudela (Navarra)	Autre activité	100	-

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 2016	% d'intérêts 2015
Lavanderías Industriales Salamanca, S.L.	Villares de la Reina (Salamanca)	Textile & hygiene services	100	-
Goiz Ikuztegia, S.L.	Zumárraga (Guipúzcoa)	Textile & hygiene services	100	-
Energías Margua S.A.	Pamplona (Navarra)	Autre activité	100	-
Malsin, S.A.	Pamplona (Navarra)	Autre activité	100	-
Serclothes, S.L.	Pamplona (Navarra)	Textile & hygiene services	100	-
Gulluri, Sociedad Anónima	Arrigorriaga (Vizcaya)	Textile & hygiene services	100	-
Lain-Pak, Sociedad Anónima	Arrigorriaga (Vizcaya)	Autre activité	100	-
Indusal Textil, S.L.	Pamplona (Navarra)	Dormant	100	-
Indusal Sur, S.A.	Escacena del Campo (Huelva)	Textile & hygiene services	60	-
Serlasa, S.A.	Abanto y Ciervana (Vizcaya)	Textile & hygiene services	51	-
Cogeneración Martiartu, Sociedad Limitada	Arrigorriaga (Vizcaya)	Autre activité	100	-
Lesas Inmuebles Siglo XXI, S.L.	Pamplona (Navarra)	Autre activité	100	-
Insernaco Patrimonial S. XXI, Sociedad Limitada	Abanto y Ciervana (Vizcaya)	Autre activité	51	-
Gestytext Ibérica, Sociedad Limitada	Arrigorriaga (Vizcaya)	Autre activité	50	-
Lavanderías El Cantábrico, Sociedad Limitada	Santurtzi (Vizcaya)	Textile & hygiene services	87	-
Casbu, S.L.	Igualada (Barcelona)	Textile & hygiene services	50	-
Compañía Navarra Servicios Integrales	Pamplona (Navarra)	Autre activité	100	-
UTE Tasubinsa	Marcilla (Navarra)	Textile & hygiene services	68	-
UTE Goiz ikuztegia	Zumarraga (Guipuzcua)	Textile & hygiene services	75	-
ITALIE				
Elis Italia S.p.A.	San Giuliano Milanese	Services textiles & hygiène	100	100
LUXEMBOURG				
Elis Luxembourg	Bascharage	Services textiles & hygiène	100	100
PORTUGAL				
Garment Finishing and Distribution European Services	Samora Correira	Autre activité	100	100
Sociedade Portuguesa de Aluguer e Serviço de Texteis	Samora Correira	Services textiles & hygiène	100	100
SPAST II	Samora Correira	Services textiles & hygiène	100	100
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE				
SNDI S.R.O.	Slavkov u Brna	Services textiles & hygiène	100	100
ROYAUME-UNI				
Kennedy Hygiene Products LTD	Uckfield	Entité manufacturière	100	100
Kennedy Exports LTD	Uckfield	Autre activité	100	100



Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 2016	% d'intérêts 2015
SUISSE				
Blanchâtel S.A.	La Chaux-de-Fonds	Services textiles & hygiène	100	100
Blanchisserie des Epinettes S.A.	Plan-les-Ouates	Services textiles & hygiène	100	100
Blanchisserie des Epinettes, Acacias S.A.	Nyon	Autre activité	Fusion	100
Blanchival S.A.	Sion	Services textiles & hygiène	100	100
Großwäscherei Domeisen AG	Endingen	Services textiles & hygiène	100	100
Hedena S.A.	Nyon	Autre activité	Fusion	100
Hygienis S.A.	Carouge	Services textiles & hygiène	100	-
InoTex Bern AG	Bern	Services textiles & hygiène	100	84
Laventex S.A.	Givisiez	Services textiles & hygiène	100	100
Lavopital S.A.	Plan-les-Ouates	Sans activité	Fusion	100
Lavotel S.A.	Nyon	Services textiles & hygiène	100	100
Lavotel Textilleasing GmbH	Rüdtligen-Alchenflüh	Services textiles & hygiène	Fusion	100
On My Way	Lausanne	Services textiles & hygiène	50	-
Picsou Management AG	Muri Bei Bern	Autre activité	100	51
Prohotel Wäscherei AG	Kloten	Services textiles & hygiène	100	100
SiRo Holding AG	Muri Bei Bern	Autre activité	100	51
SNDI (Suisse) S.A.	Brügg	Services textiles & hygiène	100	100
Wäscherei Kunz AG	Hochdorf	Services textiles & hygiène	100	100
Wäscherei Mariano AG	Schlieren	Services textiles & hygiène	100	-
Wäscherei Papritz AG	Rüdtligen-Alchenflüh	Services textiles & hygiène	100	100
Wäscheria Textil Service AG	Illanz	Services textiles & hygiène	100	84
Wäscheria Textil Service Bad Ragaz AG	Bad Ragaz	Services textiles & hygiène	100	84
WashTex Holding AG	Bern	Autre activité	100	84

Note 12 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Elis a conclu le 17 janvier 2017 un nouveau crédit syndiqué *Senior* pour un montant de 1 150 millions d'euros afin de refinancer le précédent crédit *Senior* d'Elis ainsi que la tranche *bridge-to-debt* du contrat de crédit-relais. Il permet une extension de la maturité d'environ 2 ans (janvier 2022 contre février 2020 pour le précédent crédit *Senior*), un accroissement du montant (1 150 millions d'euros contre 850 millions d'euros pour précédent crédit *senior*) et une réduction de la grille de marge d'environ 50 points de base.

Par ailleurs, à cette occasion, la société a amendé ses contrats de *swap* de taux pour couvrir la totalité du nouveau contrat de crédit syndiqué jusqu'à sa maturité 20 février 2022, en réduisant le taux fixe payé de 68,3 points de base et en payant une soulte d'un montant de 10 millions d'euros.

Dans le cadre du financement des acquisitions d'Indusal et de Lavebras, Elis a aussi procédé à une augmentation de son capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 325 millions d'euros (montant brut avant prise en compte des frais d'émission) par l'émission de 25 910 490 actions nouvelles dont le règlement-livraison est intervenu le 13 février 2017.

Dans le cadre de cette opération, les bénéficiaires d'actions de performance ont été avisés par un avis publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) qu'il serait procédé à un ajustement de leurs droits, ledit ajustement ayant été effectué le 13 février 2017.

Note 13 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Mazars				PricewaterhouseCoopers Audit			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
(en milliers d'euros)								
Certification des comptes	486	1 089	80 %	100 %	240	867	82 %	86 %
Autres services	123	144	20 %	0 %	52	145	18 %	14 %
TOTAL	609	1 233	100 %	100 %	292	1 012	100 %	100 %

Conformément au règlement n° 2016-09 de l'ANC, ces tableaux n'incluent pas les honoraires versés à d'autres entités juridiques des réseaux d'audit par les filiales intégrées globalement.

